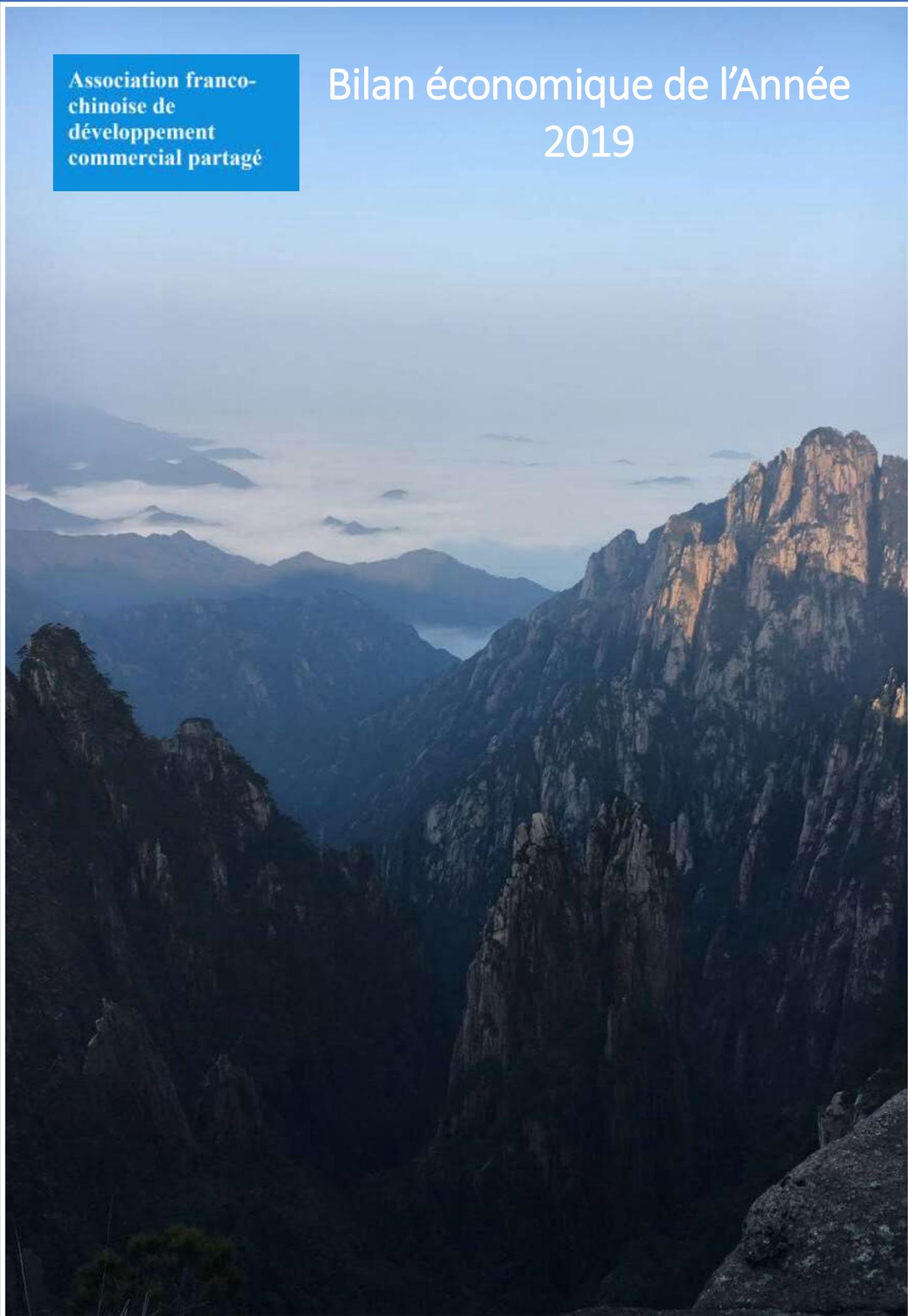


Association franco-
chinoise de
développement
commercial partagé

Bilan économique de l'Année 2019



Le Mot du Président

La Chine est un pays riche d'opportunités pour les entreprises françaises de toutes tailles. Que vous cherchiez un fournisseur, un partenaire de confiance avec qui développer un produit, un débouché commercial ou des cibles pour vos investissements, il est indispensable d'étudier les perspectives de développement que la Chine peut offrir.

Notre Association, à but non-lucratif, propose de vous accompagner dans le développement de relations entre la Chine et la France. La création de l'Association est récente : aussi n'hésitez pas à partager avec nous vos préoccupations et vos retours d'expérience.



Nous mettons à votre disposition :

1. Un flux d'actualité concernant les événements économiques (abonnez-vous à la newsletter) ;
2. Une information par ville sur les opportunités et les infrastructures économiques ;
3. Des rubriques sectorielles contenant les dernières informations sur le marché chinois ;
4. Enfin un contact pour échanger avec vous sur votre implantation.

Bon courage pour vos projets et à bientôt !

Le Président, Simon AZOULAY

Sommaire

INTRODUCTION

Le Mot du Président	2
Sommaire	2
Note stratégique 2019	3

ACTUALITES

Bilan des « Deux sessions » 2019 (<i>février</i>)	4
Bilan de la visite du Président Xi en France	7
Réunion du G20 à Osaka	11

INFORMATION SECTORIELLE

Bilan Macro-économique.....	12
Aéronautique.....	14
Agroalimentaire.....	17
Automobile.....	21
Banque et assurance.....	23

Culture et Industries culturelles	28
Distribution.....	30
Energies.....	32
Hautes-technologies	34
Secteur industriel.....	38
Internet	40
Santé / Chimie	42
Services	44
Sports	45
Télécommunications.....	47
Tourisme.....	50

INFORMATION THEMATIQUE

Feuille de route – Retail en Chine.....	51
Les Nouvelles routes de la Soie	53
Mémoire - La Chine et le droit international.....	56
Relations sino-africaines	57
Hong-Kong (Région administrative spéciale)	59

Note stratégique

Note stratégique 2019

par Simon Azoulay

Pour un changement de position vis-à-vis de la Chine.

La vision qu'ont adoptée aujourd'hui les fonctionnaires européens, largement appuyés par les milieux intellectuels et économiques est la suivante : faire barrage aux ambitions chinoises, notamment par peur d'une prise de contrôle massive des entreprises européennes par des entreprises d'Etat chinoise et par peur d'une inondation du marché par des produits chinois.

Cette vision est largement dépassée voire anachronique. La Chine est désormais un immense marché de consommation qui sera demain le premier au monde. D'autre part, la Chine est en difficulté par suite de la guerre commerciale sino-américaine : les investissements à l'étranger hors route de la soie sont interdits aux entreprises publiques et largement déconseillés pour les entreprises privées. Cette situation de raréfaction des investissements chinois, est pérenne étant donné la volonté chinoise de piloter l'atterrissage de son économie sans s'endetter.

Cette situation présente des opportunités pour les produits et capitaux français. Sur un marché toujours dynamique dans les villes secondaires et mature dans les villes principales, de nombreuses entreprises françaises pourront rencontrer, voire créer une clientèle. D'autre part, une production locale pour le marché chinois sera favorisée par la clarification des règles d'investissement.

Toute stratégie européenne est rendue impossible par les relations spéciales que la Grèce, la Hongrie, et désormais l'Italie ont avec la Chine du fait de leur intégration à l'initiative des Nouvelles routes de la Soie.

D'autre part, les pays déjà fortement exportateurs comme l'Allemagne (également les Pays-Bas ou l'Autriche) sont soumis à des contraintes différentes vis-à-vis d'un client important. Les Etats-Unis jouent leur carte, et pourraient obtenir des conditions ultra-favorable et une prépondérance sur ce marché, par rapport aux autres acteurs occidentaux. La France doit donc développer une stratégie autonome et rapidement.

On oublie souvent que les Nouvelles routes de la Soie sont à deux sens. Rester à l'écart par principe est incompréhensible, quand les pays voisins y sont rattachés, soit officiellement, soit de facto. Il faut négocier le rattachement de la France, et obtenir de nombreuses contreparties permettant à nos PME de se développer en Chine. La France est l'acteur de poids qu'il manque à la Chine pour légitimer son initiative : cela nous donnera une force de négociation supplémentaire qui ne peut aller qu'en s'amenuisant si nous attendons pour ouvrir ces négociations.

Les entreprises françaises sont elles aussi face à une opportunité sans précédent : investir un marché complexe, relever un nouveau défi de croissance. PME et start-up françaises peuvent proposer des services et des produits différents aux consommateurs ou entreprises chinois. L'Etat doit renforcer ses moyens d'information et ses financements à l'export (publics ou privés), mais c'est aux entrepreneurs de se tourner vers ce marché et d'engager une nouvelle étape de leur croissance.

Il ne faut donc pas basculer dans le protectionnisme au moment où nous pouvons cueillir les fruits de l'ouverture chinoise.



Bilan des « Deux sessions » 2019 (février)

La réunion annuelle des deux plus hautes instances législatives de Chine, l'Assemblée nationale populaire et la Conférence consultative Politique du Peuple Chinois s'est tenue à Pékin entre le 3 et le 15 mars 2019. Le gouvernement a présenté son rapport d'activité, puis il a annoncé ses prévisions et objectifs pour l'année à venir. Les délégués, issus des provinces de Chine, mais aussi des minorités nationales, ont rapporté les préoccupations de leurs administrés et les grands enjeux de leurs territoires. Vous trouverez ici les principaux points soulevés, ainsi que les solutions évoquées.

Le Président Xi qui était à l'honneur l'an passé en raison de sa réélection et de la modification constitutionnelle, est resté en retrait. Le Premier ministre Li Keqiang a fait l'essentiel des annonces et c'est lui qui a répondu à la presse chinoise et internationale en clôture de l'évènement.

Perspectives économiques

Dans un contexte de ralentissement de la croissance (au deuxième semestre 2018), le Premier ministre Li Keqiang a annoncé les objectifs économiques pour l'année en cours : entre 6% et 6,5% de croissance, la création de plus de 11 millions d'emplois et un taux de chômage urbain maintenu sous 4,5% en 2019. Pour cela, le gouvernement a conçu un plan de relance global, augmentant le déficit anticipé pour 2019 de 0,2 points à 2,8% du PIB – le niveau doit rester en-dessous des 3%. Ce

déficit sera financé à la fois par l'utilisation des réserves, mais aussi par la récupération du profit de certaines entreprises publiques, ou encore par des baisses dans les frais généraux de l'Etat (certains parlent d'austérité gouvernementale), ainsi que des gouvernements locaux (à parité entre les deux).

En plus des différentes mesures de relance, le gouvernement prévoit que la Banque du Peuple pourra baisser ses taux directeurs (mais pas se lancer dans du rachat d'actifs). En revanche, le gouvernement ne veut pas surréagir ; une réaction trop forte pourrait porter à conséquence sur les questions de dette.

Consommation

La consommation est devenue le premier levier de croissance de la Chine et s'établit désormais à un très haut niveau. En 2018, la croissance de la consommation intérieure s'est ralentie. Pour le gouvernement, le soutien à la consommation doit passer par un soutien à l'emploi et aux entreprises ; il ne prévoit donc pas d'aides supplémentaires à la population.

Entreprises

Les entreprises, et notamment les petites et micro-entreprises (PEMIC) sont au cœur des préoccupations du gouvernement. Elles assurent l'essentiel des emplois en Chine et ont subi de plein fouets les difficultés économiques du deuxième semestre 2018.

D'autre part, elles avaient été délaissées par les subventions publiques, au profit des entreprises publiques. La Chine compte 34 millions d'entreprises et 110 millions d'acteurs économiques et a atteint le niveau record de 18 000 créations d'entreprises par jour. Le plan proposé par le Premier ministre Li Keqiang doit permettre un rééquilibrage entre secteur public et privé selon les modalités suivantes :

- Réduction d'impôts pour un montant de 2000 milliards de yuans soit 263 milliards d'euros. A partir du 1er avril, baisse de 3% de la TVA du secteur manufacturier (de 16% à 13%) et de 1% pour le secteur du BTP (10% à 9%). Les augmentations de TVA des autres secteurs sont gelées (tranche à 6%). A partir du 1er mai, baisse des cotisations sociales des entreprises de 20% à 16%.
- Réduction du temps d'obtention des licences nécessaires à la création d'entreprises (22 jours il y a quelques années) : de 8,5 jours à 5 jours, voire 3 par endroits.
- Réduction des frais aux entreprises de 180 milliards de yuans : de -20% la fourniture de réseau internet ainsi que de -10% sur l'électricité industrielle et commerciale.
- L'accès au crédit sera favorisé : la Banque du Peuple va continuer à baisser le taux de réserve obligatoire pour les banques (déjà abaissé quatre fois sur 2018, pour limiter les coûts du crédit et augmenter leur nombre). Toutefois le risque systémique sera maîtrisé par une évaluation du risque entreprise pouvant entraîner refus voire condamnation en cas de fraude.

Emploi

Le gouvernement prévoit 15 millions de nouveaux entrant sur le marché du travail en 2019, dont 8,3 millions de diplômés des universités. La Chine compte également 280 millions d'ouvriers-migrants, un chiffre qui augmente de plusieurs millions par an. Ces travailleurs irriguent la campagne et donnent de l'espoir aux familles rurales ; leurs emplois doivent être sauvegardés, d'où les mesures en faveur des entreprises.

Loi sur les Investissements étrangers

La loi sur les investissements étrangers votée par l'APN remplace trois anciennes lois.

Elle met en place de nouveaux documents normatifs et une régulation plus claire. Le nouveau cadre sera mis en place dans les prochains mois. Les atteintes concernant la propriété intellectuelle sont interdites, et elles feront l'objet de lois ultérieures.

Hong-Kong, Macao et Taïwan ne sont pas concernés. Ils constituent 70% des investissements étrangers ; ils sont assujettis à des droits de douane spéciaux. Et les conditions seront plus favorables pour les investissements taïwanais.

Ouverture économique

La Chine est la première destinatrice d'IDE parmi les émergents et souhaite le rester en approfondissant son ouverture. La liste négative de restriction aux investissements sera encore réduite. Ainsi le secteur des infrastructures sera retiré de cette liste. L'ouverture continue d'être progressive, pour ne pas mettre à mal l'économie.

Réduction de la pauvreté

La Chine est entrée dans la phase finale de son plan d'élimination de la grande pauvreté (moins de 4000 yuans par an), qui doit s'achever en 2020. Le Président Xi Jinping que l'effort se porterait sur la création de villages touristiques, d'ateliers de sous-traitance en zone rurale, mais aussi sur la lutte contre les trucages de statistiques. D'ores et déjà, la nourriture et l'habillement ne sont plus des problèmes en Chine. En 2018, 13,86 millions de personnes ont été sorties de la pauvreté, une des solutions privilégiées restant le relogement (2,8 millions) accompagné de la rénovation des logements ruraux (8,1 millions).

Personnes âgées

Le vieillissement de la population chinoise est un défi pour le gouvernement chinois. 250 millions de Chinois ont désormais plus de 60 ans. Comme la Chine doit également prendre en charge 100 millions d'enfants de moins de 6 ans, elle ne peut disposer que de 3 lits pour 100 personnes âgés. La faiblesse des services sur ce public fragile fait que, dans certaines villes il faut attendre 90 ans pour obtenir une place dans les maisons de retraites. Le gouvernement veut mettre l'accent sur des institutions de proximité avec

un niveau de service sûr et fiable. Le Ministère des ressources humaines et des affaires sociales envisage de créer 1 million de lits pour personnes âgés sur 3 à 5 ans. Les gouvernements de provinces seront en charge, avec des financements assurés par redistribution au niveau national. Un budget d'urgence pourra également être débloqué pour atteindre l'objectif. Il incombe donc principalement au secteur public de créer des maisons de retraite accessibles à tous. D'autre part, les pensions sont revalorisées en permanence en conséquence de l'inflation.

Commentaire

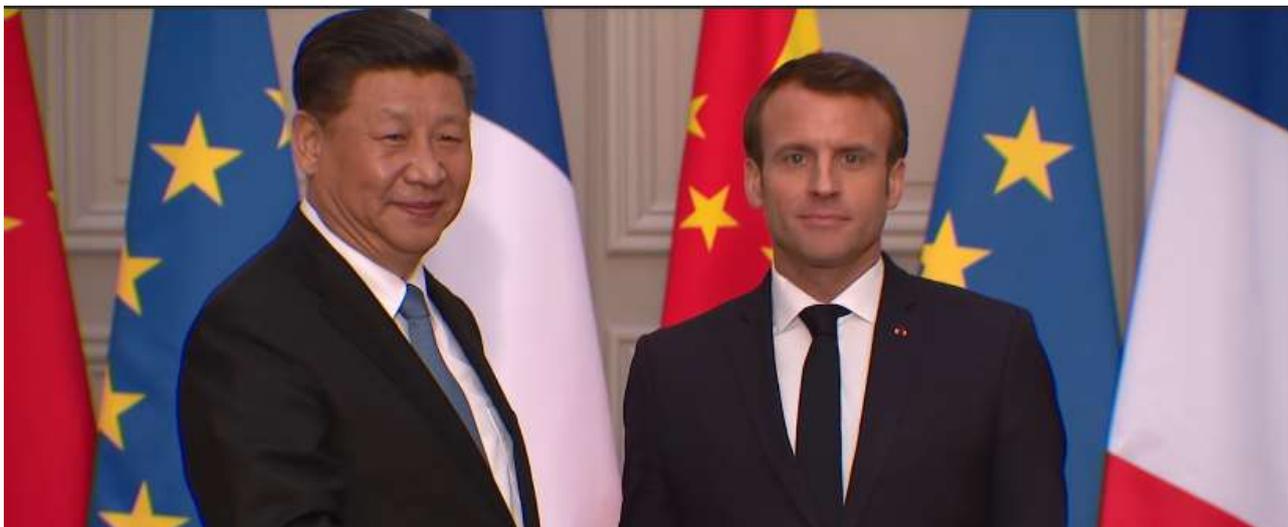
L'espace des entreprises privées s'était réduit au cours des dernières années, car les subventions avaient été redirigées vers les entreprises d'Etat. A l'occasion des deux sessions, les PEMIC ont revendiqué un changement de politique, car elles sont affaiblies par la guerre commerciale avec les Etats-Unis. Cet appel a été semble-t-il entendu par le gouvernement (les médias s'en sont largement fait le relai) et celui-ci souhaite désormais améliorer le cadre de ces entreprises qui fournissent une grande partie des emplois.

Le plan gouvernemental pour 2019 marque également un tournant, car il entérine la fin de la lutte contre l'endettement qui avait été la priorité du gouvernement jusqu'à l'été 2018. Désormais la croissance seule est prioritaire et les mesures annoncées en soutien aux entreprises sont plus élevées que les années précédentes. Le gouvernement annonce pour 2019 plus de 2000 milliards de yuans d'abattement fiscal, notamment sur les PEMIC contre 1300 milliards en 2018 (constaté) et 1000 milliards en 2017 et en 2015.

La mutation de l'économie se poursuit de manière progressive. L'élimination des surcapacités en sidérurgie ou dans l'industrie houillère est toujours en cours ; elle répond également à l'objectif d'élimination des industries polluantes. La consommation sera soutenue par une politique favorable aux sociétés et à l'emploi, ciblant les PEMIC qui en est le principal pourvoyeur. Inversement les grandes entreprises d'Etat devront reverser une partie de leurs bénéfices pour alimenter

cette péréquation. La montée en gamme technologique des entreprises (selon le plan Internet +) va se poursuivre avec les mesures sur le prix de l'électricité ou de la fourniture internet qui permettront aux entreprises d'acquérir davantage d'appareils électriques connectés (machines ou ordinateurs). Le soutien aux industries de pointe ne sera pas remis en question par cette politique en faveur des PEMIC et le e-commerce qui permet à ces entreprises de trouver des clients ne devrait pas subir de régulation excessive.

Le gouvernement chinois a cherché un plan équilibré permettant un soutien à la croissance dans un contexte extrêmement contraint, sans toutefois déséquilibrer l'écosystème chinois qui commence à trouver une forme de stabilité. La Chine avance désormais sur deux jambes : ses grandes entreprises publiques ou privées qui ont une forte valeur technologique ajoutée et ses PEMIC qui offrent aux 897 millions d'actifs un emploi. L'équation peut devenir difficile à tenir si le contexte commercial extérieur continue de se tendre ; en effet, si les exportations sont désormais loin derrière la consommation comme moteur de la croissance (trois quarts / un quart environ), son poids est toujours suffisant pour mettre en difficulté non seulement des entreprises, mais surtout des régions. D'autre part, la politique en faveur des PEMIC est soumise à l'aléa géographique, chaque région ayant une certaine autonomie par rapport à Pékin, pouvant remettre en cause des décisions (notamment de péréquation) qui ne lui seraient pas favorable. Toutefois, le climat pour exporter en Chine va continuer à s'améliorer, puisqu'il s'agit (pour les villes) du seul marché développé à connaître une véritable inflation. Le cadre aux investissements étranger sera également meilleur du fait de la pression accrue du gouvernement central sur les pouvoirs locaux pour un respect des règles de concurrence. Il ne faut cependant pas attendre de miracle de la nouvelle loi sur les investissements, qui entérine seulement le fait que les entreprises qui fabriquent en Chine produisent désormais une valeur ajoutée importante, destinée au marché chinois, et qu'il faut protéger.



Bilan de la visite d'Etat du Président Xi en France (*mars*)

Le Président Xi Jinping a passé trois jours en France, en visite d'Etat, entre les 24 et les 26 mars, à l'occasion du 55ème anniversaire des relations diplomatiques entre la République française et la République Populaire de Chine. En provenance de Monaco, il a passé la soirée à côté de Nice : dîner intime avec le Président français et leurs épouses à la

villa Kerylos de Beaulieu-sur-mer (06) puis soirée au Negresco à Nice. Le lendemain à Paris d'importants contrats ont été signés ; la dernière matinée a été consacrée aux discussions diplomatiques, en compagnie également de la Chancelière allemande Angela Merkel et du Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

Bilan économique

Contrats

Source : *BFM*

1. Airbus. Signature d'une commande de 300 appareils (290 A320 et 10 A350), évaluée à 30 milliards d'euros, avec le loueur chinois CAS (China Aviation Supplies), compagnie d'Etat qui centralise les achats avant de les répartir entre les différentes compagnies chinoises. C'est supérieur aux attentes qui prévoyait la vente de 184 A320 pour 16 milliards d'euros.
2. CIC (fond souverain chinois). Constitution d'un nouveau véhicule d'investissement avec Eurazeo et BNP doté de 1 à 1,5 milliards d'euros pour investir dans les entreprises françaises (PME et ETI) qui souhaitent se développer en Chine. Chaque partenaire abondera de 350 et 450 millions d'euros au fonds nommé « Fonds Friendship ».
3. EDF. Accord de coopération entre EDF et China Energy Investment Corporation portant sur les phases 4 et 5 du projet éolien off-shore de Dongtai (montant estimé de 1 milliard d'euros). Cet accord final entre EDF et l'énergéticien China Energy Investment Corporation (CEIC) vise la construction et l'exploitation d'un parc éolien off-shore de 502 MW au large de la province du Jiangsu.
4. Fives. Accord stratégique entre Fives et CNBM (China National building Materials Group) sur le changement climatique et la coopération en pays tiers (montant estimé de 1 milliard d'euros). Mise en œuvre de technologies vertes permettant de réduire fortement leur consommation énergétique (grâce à des technologies innovantes mais aussi au

- digital). Promotion de ces solutions en Afrique, où CNBM est très présent.
5. Mémorandum d'entente entre Quadran International, BPI France et SUS Environment (Chine), China Investment Corporation relatif au soutien par le fonds franco-chinois en marchés tiers d'une plateforme internationale sur les énergies renouvelables (montant estimé de 1 milliard à 1,5 milliard d'euros).
 6. CMA-CGM. Accord-cadre de coopération globale et contrat de construction entre CMA-CGM et China State Shipbuilding Corporation portant sur la construction de dix nouveaux navires d'une capacité de 15.000 containers équivalent vingt pieds (EVP) (montant estimé de 1,2 milliard d'euros). Ce contrat permettra à la CMA-CGM de devenir le seul transporteur maritime à posséder des navires au gaz naturel liquéfié.
 7. Contrat entre Airbus et Twenty First Century Aerospace Technology Co. Ltd (21AT) relatif au renforcement de la coopération franco-chinoise dans le domaine des services basés sur l'imagerie satellitaire. Fourniture d'images satellitaires à très haute résolution via une constellation satellitaire d'Airbus.
 8. Mémorandum sur les cofinancements entre BNP Paribas et Bank of China (pouvant atteindre près de 6 milliards d'euros sur les trois prochaines années). Accord de coopération global à long terme pour le financement de projets en pays tiers.
 9. Accord d'investissement entre le Grand port de Marseille et Provence promotion et Quechen silicon chemical international development (montant estimé de 105 millions d'euros). Le projet d'usine européenne de production de silice destinée à l'industrie pneumatique européenne à Fos-sur-Mer porte sur une capacité de production évaluée à 400.000 tonnes/an (création à terme de plus d'une centaine d'emplois).
 10. Accord de coopération entre EDF et Huadian pour la fourniture de services énergétiques à Wuhan (montant estimé de 100 millions d'euros). Contrat pour l'exploitation d'un réseau de chauffage urbain pour 100.000 clients et d'un réseau de froid pour climatiser 500.000 m2 de bureaux.
 11. Contrat d'achat de système de contrôle environnemental pour le projet ARJ21 entre Liebherr Aerospace et COMAC (montant estimé de 41 millions d'euros). Premier contrat aéronautique majeur signé par la société française avec ses partenaires chinois.
 12. Accord de coopération stratégique entre Schneider Electric et Bank of China. Accord de coopération global à long terme pour le financement de projets en pays tiers.
 13. Accord de coopération stratégique entre Schneider Electric et Power Construction Corporation (PCC) (pouvant atteindre près de 6 milliards d'euros). Accord stratégique qui porte sur la modernisation industrielle des usines de PCC en Chine et un pays tiers (deux projets déjà identifiés en Arabie Saoudite et à Dubai).
 14. Mémorandum d'entente entre Sigfox et Digital China pour la mise en place d'une "plateforme IoT" à Changchun (Jilin).
 15. Partenariat stratégique entre Indigo et Sunsea pour développer le parking intelligent en Chine et dans d'autres pays.

Autres thématiques abordées

Agroalimentaire. Levée de l'embargo chinois sur la volaille française.

5G. La visite à Monaco du Président Xi a permis d'entériner l'équipement exclusif de la principauté en matériel Huawei. Pas de discussions avec la France.

Importations. Le Président Xi a demandé à la France d'être l'invité d'honneur de la seconde foire aux importations de Shanghai (automne 2019).

Spatial. Proposition de coopérations sur la future station spatiale chinoise.

Négociations diplomatiques

Elles se sont tenues dans le cadre du Séminaire sino-français sur la gouvernance mondiale, auquel ont été invités le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et la Chancelière allemande, Angela Merkel. Entre Français et Chinois, il y a eu consensus sur les sujets liés à des coopérations multilatérales en matière de sécurité collective (le maintien de l'accord sur le nucléaire iranien notamment), d'environnement, de santé publique, voire de développement (la coopération entre l'AFD et la Banque de développement chinoise en Afrique s'est intensifiée). Certains points font cependant l'objet d'une discussion plus tendue.

Initiative des Nouvelles routes de la Soie

Malgré l'adhésion de l'Italie et de Monaco, la France, mais aussi l'Allemagne et la Commission européenne continuent de rester en marge. La France demande comme préalables à une participation la transparence dans les appels d'offres, le respect de normes environnementales ou financières. Elle note d'autre part que les projets de l'initiative sont verrouillés par la Chine (95% de part de marché). A ce propos, la Commission a demandé un élargissement de l'initiative à d'autres pays financeurs. L'Allemagne demande quant à elle la réciprocité dans l'ouverture commerciale avant de s'y engager. On peut cependant constater une approche plus

pragmatique de la part de la France ; elle s'est entendue avec la Chine sur trois listes de projets pilotes pour investir en commun dans des pays tiers dans le cadre de l'initiative des Nouvelles routes de la Soie.

OMC

La Commission européenne souhaite associer la Chine au sujet de la réforme de l'OMC, comme moyen de la responsabiliser.

Environnement économique

Les négociations en cours depuis 7 ans entre l'UE et la Chine sur la réciprocité d'accès au marché, les secteurs stratégiques, les marchés publics ou la politique de subvention sont au point mort. La rencontre quadripartite a permis d'évoquer les points de blocages principaux, en vue du sommet Chine-UE d'avril. Pour Merkel, l'accord sur les investissements chinois en Europe est primordial et doit être bouclé rapidement. La Commission a rappelé à la partie chinoise qu'elle est seule en charge des relations commerciales extérieures pour les Etats membres et que c'est elle qui doit piloter les négociations avec la Chine. La France a obtenu la levée de l'embargo sur la volaille, l'octroi d'agrément dans plusieurs des filières nationales et une réforme profonde en matière de zonage qui était profondément attendue.

Commentaire

Après avoir signé des accords importants avec l'Italie, dans le cadre de l'initiative des Nouvelles routes de la Soie, puis finalisé la primauté de Huawei sur la 5G de Monaco, la Chine devait contrebalancer ces annonces perçues de manière hostile par les autorités françaises. En signe de bonne volonté, le gouvernement chinois a commandé plus d'Airbus que prévu, ce qui était aussi en lien avec les difficultés de Boeing sur le 737 max (concurrent direct de l'A320), et la volonté de mettre la pression sur le camp américain, alors que les négociations sur la guerre commerciale

avec les Etats-Unis patinent encore. Des discussions pragmatiques ont eu lieu, mais dans un cadre innovant, puisqu'incluant la Commission européenne et l'Allemagne.

Le Président Macron a voulu signifier à la Chine que le multilatéralisme qu'elle promeut activement passe d'abord par la reconnaissance de l'UE comme interlocuteur de négociation. Cependant, on sent la difficulté pour la Chine d'appréhender cet acteur qu'il néglige depuis longtemps (avec comme symbole l'enlisement des négociations

économiques menées par l'UE). On peut voir à cette situation des éléments objectifs, comme le fait que les pays européens ont des visions et des intérêts divergents sur les relations économiques à avoir avec la Chine. Ainsi Merkel craint l'échec des négociations sino-américaines, qui impacteraient ses clients chinois, quand la France y verrait plutôt l'opportunité de prendre la place des importateurs américains. Cela paralyse les décisions et empêche l'Europe d'obtenir la réciprocité qui lui serait nécessaire. Un chapitre très important va bientôt arriver avec le sommet UE-Chine d'avril 2019, en présence du Premier ministre Li Keqiang. Si des avancées décisives ne sont pas réalisées, les pays de l'UE risquent de prendre un retard important sur les concurrents américains, mais aussi chinois. En effet, des négociations sino-américaines débouchant sur un accord très

favorable, laisseraient des Européens doublement défavorisés. Obtenir de meilleures conditions d'accès au marché chinois est un impératif pour augmenter de manière significative la pénétration française sur le marché chinois ; le cas échéant, la France devra mener une stratégie seule, en obtenant les agréments au cas par cas ou en négociant le respect de ses indications géographiques par exemple. On notera d'ailleurs que les dernières avancées en la matière n'ont pas été obtenues par les instances de l'UE, ainsi la levée de l'embargo sur la volaille française. Mais il est rassurant de constater une certaine convergence de vue avec la Commission qui sera en charge des négociations globales. L'ouverture de la Chine continue donc, mais le rythme est encore trop faible pour que les entreprises françaises puissent s'imposer de manière décisive.



Réunion du G20 à Osaka (juin)

Enjeux

L'approche du G20 à Osaka a été l'occasion de grande manœuvres géopolitiques de la part de plusieurs acteurs du sommet.

- Concernant la Chine et le Japon, les deux gouvernements ont acté un début de rapprochement, alors que le climat était tendu depuis plusieurs années, pour défendre les principes du libéralisme contre les Américains.
- Inversement, la Chine a subi un revers en Asie du Sud-est, avec la signature d'un accord de libre-échange entre le Vietnam et l'Union européenne, qui permet à ce pays d'échapper aux Chinois et aux Américains, qui se livrent à une guerre d'influence sur son sol.
- D'autre part, le Président Xi a rendu visite à son homologue Kim Jong-un avant de se rendre au Japon. La Chine s'est clairement positionnée sur le dossier nord-coréen, en faisant comprendre aux Américains qu'elle était incontournable dans l'application des sanctions d'une part, et que l'application de ces sanctions était d'autre part conditionnée à une bonne entente économique.

Concernant le sommet à proprement parler, deux phases importaient aux diplomates chinois, d'inégale importance :

- *L'accord environnemental* s'est conclu à l'initiative du Président Macron, et sans les Etats-Unis ; il s'agit d'une déclaration de principe qui ne modifie pas la trajectoire actuelle du gouvernement chinois. Il a été davantage question d'une meilleure coordination et de permettre à chacun de s'inspirer des méthodes des autres. La Chine s'est positionnée aux côtés de la France et les deux pays ont diffusé une déclaration commune en vue de la COP25 au Chili en décembre.
- *La rencontre bilatérale avec le Président Trump* a permis d'assouplir la position américaine qui s'était beaucoup durcie depuis le mois de mai, sans qu'il n'y ait, apparemment de percée majeure sur le détail des négociations. En revanche la menace d'un rideau de fer économique au milieu du pacifique s'éloigne un peu, pour le moment. En signe de bonne volonté, le Président américain a mis fin à l'embargo sur les produits (composants et logiciels) de télécommunication indispensables aux entreprises chinoises comme Huawei.



Bilan Macro-économique

Sources : China Daily, Global Weekly, du 13 décembre 2019 et du 20 décembre 2019 / F. Schaeffer pour Les Echos du 20 janvier 2020 / Prévisions Standard Chartered Bank.

Pour 2019, la croissance du PIB s'est maintenue à un niveau de 6,1%, dans la fourchette gouvernementale prévue (6-6,5%), en repli par rapport à 2018 (6,6%). Ce niveau reste élevé malgré les contraintes extérieures (guerre commerciale) et intérieures (restrictions de crédit en lien avec le désendettement) ; l'Etat a par ailleurs assoupli sa ligne en soutenant davantage les PME (baisses des taxes et assouplissement des restrictions de crédit), ce qui a permis d'atteindre l'objectif (le stimulus fiscal aurait fait gagner 1,8 point de croissance, d'après la Standard Chartered Bank). Sur les deux derniers trimestres de l'année, la croissance est restée stable à 6%, montrant la résilience de l'activité économique et validant la thèse de l'atterrissage progressif de la croissance à moyen terme. L'activité économique a donc vu la consommation prendre un peu plus le relai des exportations, dans un mouvement que le gouvernement chinois aimerait voir s'accroître encore. Cette consommation a été dopée par le relèvement du seuil de d'imposition sur le revenu, qui participe également de la politique de réduction des inégalités. Entreprises et particuliers confondus, ce sont 2 000 milliards de yuans (262 milliards d'euros) d'allègement de taxes qui ont été consentis sur l'année. L'objectif de

croissance pour 2020 sera dévoilé en mars, et devrait être autour de 6% (Standard Chartered Bank). Mais cet objectif pourrait être rendu plus flexible, pour permettre une croissance davantage qualitative que quantitative. Un taux de croissance de 6% environ permettra d'atteindre l'un des objectifs du centenaire (centenaire du parti communiste en 2021), qui prévoyait de doubler le PIB de 2010 en 10 ans. L'objectif 2020 ne pourra, comme en 2019, être atteint sans le soutien de l'Etat, qui prévoit de nouveaux assouplissements dans sa politique de désendettement.

Mais les efforts de baisse de la fiscalité ne pourront être renouvelés dans cette proportion, aussi celui-ci prévoit-il (réunion du Bureau Politique du Comité Central du PCC du 6 décembre 2019) un glissement vers une hausse des dépenses (infrastructures notamment) qui semblent avoir un meilleur effet de levier. Le gouvernement central prévoit toutefois de pousser les gouvernements locaux à rationaliser leurs dépenses et à contenir les hausses, tout en faisant appel à l'émission d'obligation dès le niveau local. Le déficit du budget de l'Etat s'est établi à 2,8% du PIB, quand le budget global (budget de l'Etat et budget des gouvernements locaux réunis) est en déficit de 6,5% en 2019 (contre 4,7% en

2018). Pour 2020, la Standard Chartered Bank prévoit que le déficit de l'Etat se maintiendra sous les 3% et un déficit du budget global du même ordre que celui de 2019.

En matière de politique monétaire, la Banque du Peuple devrait rester réfractaire à toute idée de quantitative easing et rester aussi loin que possible des taux d'intérêts négatifs. Le taux de réserve des banques pourrait être assoupli de 50 points de base au début des trois premiers trimestres de l'année 2020 (la première baisse a été effective au 1er janvier), d'après Standard Chartered Bank. Les taux directeurs à moyen terme pourraient être abaissés de dix points de base, au premier et au second trimestre.

Le rythme des créations d'emploi s'est révélé excellent, puisque l'objectif de 11 millions d'emplois créés a été atteint dès le début octobre. Le taux de chômage s'établissait à 3,6% en zone urbaine en septembre (en baisse sur l'année) et à 5,2% sur le territoire (l'objectif était de 5,5%).

L'inflation est remontée à son plus haut niveau depuis 2011, avec un taux de 4,5% en rythme annuel pour les deux derniers mois de l'année, alors qu'elle avait été contenue sous les 3% jusqu'en septembre.

Pauvreté. Sur l'année 2019, 10 millions de personnes ont à nouveau été sorties de la pauvreté, ce qui devrait permettre pour 2020 l'éradication totale de la grande pauvreté.

Concernant les Nouvelles routes de la Soie, la Chine prévoit le lancement d'une nouvelle phase en 2020, avec une coopération approfondie avec les villes situées sur ces routes, et la promotion d'un développement davantage qualitatif. 18 000 trains ont circulé entre 110 villes sur 2019 et 409 nouvelles routes aériennes ont été créées.

Démographie : 14,6 millions de naissances ont eu lieu en 2019 (Bureau national des statistiques), soit une baisse de 4% par rapport à 2018 et un taux de natalité d'une faiblesse record (10,4 naissances pour 1000 habitants). La politique de relance de la natalité connaît donc une impasse, et le vieillissement continue

de s'accroître. L'économiste Patrick Artus de Natixis, interrogé par F. Schaeffer, estime que : "Le vieillissement démographique conduit à une forte tension du marché du travail, à une hausse rapide des salaires et des coûts salariaux unitaires. Conjugué aux surcapacités de production des entreprises chinoises, le mélange est explosif."

L'année 2019 a donc finalement été économiquement une bonne année pour l'économie chinoise et notamment pour les entreprises du secteur privé. Celles-ci, après avoir pâti de la guerre commerciale, ont pu rattraper leur retard grâce à une consommation accrue, et des charges en baisse. La fin de la guerre commerciale pour 2020 devrait leur ouvrir des perspectives, même si les arrivées d'importations américaines (200 milliards de dollars promis par l'accord) devraient leur faire concurrence. Le marché chinois sera donc le lieu d'une concurrence accrue, d'autant plus qu'il sera toujours en croissance. Un bémol est à mettre concernant le Coronavirus, qui ralentit et l'activité de production, et la consommation au mois de janvier et qui devrait être actif au moins jusqu'à mi-février. D'autre part, l'inflation qui est repartie devrait rendre les entreprises occidentales mécaniquement plus compétitives sur ce marché et leur permettre d'y améliorer leur marge.

A long terme, la situation démographique est préoccupante, et explique le plein emploi qui est déjà la norme. D'ici cinq à dix ans, le vivier démographique devrait sensiblement se resserrer et provoquer de grandes tensions sur le marché du travail, mais aussi provoquer une hausse substantielle des salaires. Enfin, la priorité donnée aux entreprises d'Etat, qui est un marqueur de la politique de Xi Jinping et devrait donc se poursuivre, risque à long terme de freiner le dynamisme du tissu de PME. A ce propos, Patrick Artus de Natixis soulève justement la question lancinante de leurs énormes surcapacités (Les Echos, 20 janvier 2020). Un point de vigilance important pour les investisseurs étrangers en Chine est donc de regarder si le secteur ciblé n'est pas déjà occupé par une entreprise d'Etat.



Aéronautique

Aéronautique militaire / Compagnies aériennes / Aéroports / Spatial / Drones

Aéronautique militaire

par Henri Chéron, du Ministère des Affaires Etrangères

De l'eau a coulé sur le Yangzi depuis 1949 et plus spécialement depuis l'intervention chinoise en 1950, pendant la guerre de Corée. La république populaire de Chine envoyait alors des vagues de « volontaires » chinois mal équipés par milliers contre les forces de l'ONU en en perdant un grand nombre pourvu qu'ils mettent en difficultés les alliés. Cette pratique de la guerre, démontrait un grand retard militaire de la part d'un pays qui dispute aujourd'hui le leadership mondial avec les États-Unis.

Le discours de Xi Jinping lors du 19ème congrès du parti communiste chinois en octobre 2017 a révélé les ambitions de la Chine en matière militaire. Le secrétaire général évoquait une armée d'envergure internationale d'ici 2049 (date symbolique des cent ans de la RPC), armée qui serait alors un symbole de l'aboutissement de l'ambition chinoise au XXIème siècle.

Sans attendre le milieu du siècle, la RPC a déjà fait des progrès spectaculaires dans le domaine militaire depuis l'avènement de la RPC. Les nombreuses démonstrations militaires, que ce soit des défilés ou des

opérations d'intimidation en mer de Chine méridionale, sont là pour nous le montrer.

En effet, la Chine peut, désormais, s'appuyer sur des bombardiers, des missiles destructeurs et de puissants drones de combat de dernière technologie pour soutenir de possibles opérations militaires. La RPC dispose de missiles intercontinentaux DF-41 (vent d'Est-41) mobiles et facilement dissimulable et ayant une portée de 14 000 km, ces missiles pourraient donc atteindre n'importe quel endroit des États-Unis. De plus, la RPC possède des missiles mer-sol JL-2 (vague géante 2) et des missiles de croisières DF-100 pouvant détruire un porte-avion.

La RPC n'est pas en reste en ce qui concerne la bataille du ciel. En plus des bombardiers stratégiques H6-N, les drones de reconnaissances (WZ-8) pouvant atteindre 4000 km/h ou bien les drones de combat furtifs GJ-11 (attaque-11), la Chine dispose d'un tout nouveau modèle d'avion de combat.

En effet, le Chengdu J-20, avion de combat de cinquième génération, peut rivaliser avec les meilleurs avions de combat au monde comme le Rafale français ou le F-35 américain.

Surtout, la Chine peut se targuer de faire désormais partie du cercle très fermé des nations disposant de leur propre modèle d'avion de combat.

De manière générale, la Chine consacrait, en 2016, 263,25 milliards de dollars US pour son armée soit un peu moins de 2% de son PNB. Cela reste plus de deux fois et demi inférieur au budget que consacre les États-Unis à l'USAF, ce dernier est de 716 milliards de dollars soit environ 4% du PNB.

Il faut bien avoir à l'esprit que ces évolutions ne sont là que les premières étapes

Compagnies aériennes

Etat du marché à fin 2019

La Chine a reçu sur l'année 142 millions de touristes étrangers et 134 millions de voyages à l'étranger ont été effectués par les Chinois.

Aéroports

Actualités

Septembre 2019. Ouverture à Pékin du nouvel aéroport Daxing, aéroport à terminal unique de 700 000 m² et doté de 4 pistes d'atterrissage. Une ligne express le reliera au centre-ville en 19 minutes (pour 46 km), reliée à la ligne 10 du métro. Capacité visée : 72 millions de passagers en 2025. Les Compagnies aériennes qui vont être établies dans le nouvel aéroport sont : China Eastern Airlines (et filiales), China Southern Airlines (et filiales), ainsi que Beijing Capital Airlines et China United. British Airways pourrait rapidement opérer la transition.

du début du XXIème siècle, en vue d'un possible leadership chinois en matière de défense. Les années à venir nous réservent sûrement des avancées encore plus spectaculaires.

Actualités

Juin 2019. L'avion de combat JF-17, co-développé par la Chine (Chengdu Aircraft Corporation) et le Pakistan (Pakistan Aeronautical Complex) a été présenté à l'occasion du salon du Bourget 2019.

Actualités

Mars 2019. Lancement de la nouvelle filiale de China Eastern Airlines, OTT, destinée au transport de passagers dans le sud de la Chine. La nouvelle compagnie utilisera les avions chinois, à savoir le jet régional ARJ21 et le C919.

Janvier 2019. Canton, Aéroport international Baiyun. Publication d'un plan de développement 2018-2035 ("Guangzhou Comprehensive Transportation Hub Plan"). Il prévoit l'extension du terminal 3 à partir de 2020, pour arriver à une capacité de 140 millions de passagers. D'autre part, l'aéroport permettra de connecter les villes majeures situées dans un rayon de 12 heures de vol, et les villes du delta des Perles par autoroute ou rail.

Spatial

Etat du marché à juin 2019

Au cours de l'année 2018, la Chine a procédé à 39 lancements orbitaux, contre 18 en 2017. Il s'agit du premier total international (un tiers des lancements effectués), devant les Etats-Unis (34). C'est la troisième année où la Chine se situe au premier rang des lancements, après 2011 et 2012. Tous les tirs ont été effectués avec succès. Il s'agissait principalement de fusées Longue Marche 3A et Longue Marche 3B tirées par China Aerospace Science and Technology Corp's Long March, contractant étatique. Un autre contractant étatique, China Aerospace Science and Industry Corp a effectué un lancement. L'année 2018 a vu également le lancement de la première fusée privée, l'OS-X, par LandSpace (basé à Pékin).

Drones

Etat du marché à novembre 2018

DJI (Shenzhen) est le numéro 1 mondial des drones miniatures à usage civil (70% de parts de marché) grâce notamment à sa gamme Phantom. Après plusieurs années de hausse continue, ses ventes se sont établies à 2,8 milliards de dollars en 2017, en hausse de 80%. Sa diversification sur les drones professionnels (15 à 20% des ventes actuellement) pourrait lui apporter un relai de croissance, quand le marché des drones privés s'essouffle, ou est entravé par la régulation. Ses principaux concurrents sur le marché chinois sont Xiaomi et Yuneec, qu'il retrouve aussi au niveau mondial, avec le français Parrot.

L'Agence spatiale nationale de Chine, dirigée par M. Hu, a pour objectif de développer une station spatiale nationale, peu importe l'avenir de la Station spatiale internationale (ISS). Elle est, d'après M. Hu, censée prendre le relai de celle-ci, puisque 17 pays monteront abord de la Station spatiale chinoise (Les Echos, 19 juin 2019).

Actualités

Décembre 2019. Décollage réussi de la fusée Longue Marche 5 Y3, qui doit succéder aux Longues Marche 3A et 3B.

Janvier 2019. Alunissage du module chinois Chang'e 4 sur la face cachée de la lune.

Actualités

Juillet 2019. Le leader chinois des drones agricoles, XAG, lance le développement d'un prototype de drone de livraison autonome, le Vesper Delivery drone, en coopération avec Airbus. Le premier test commercial, a eu lieu en novembre 2019.

Février 2019. Le Chinois Ehang va installer à Lyon son premier centre européen de recherche et de développement de drones taxis, créant 50 emplois sur trois ans.



Agroalimentaire

Agriculture et agroalimentaire / Vins et spiritueux / Porc et produits porcins / Céréales / Drones agricoles

Agriculture et agroalimentaire

Etat du marché

Source Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Le secteur agricole représentait 9,2% du PIB chinois en 2014, soit environ 700 milliards d'euros, (contre 35 milliards d'euros en France). La Chine dispose de 0,08 hectares de terres arables par habitant contre 0,28 en France (2014). Ce déficit de terres trouve son corollaire dans le déficit de la balance agroalimentaire chinoise, évalué à 33 milliards d'euros (62-95) en 2015, dont 1,7 milliards d'euros concernant la France. Les importations agroalimentaires françaises en provenance de Chine sont en hausse de 8,9% entre 2014 et 2015, quand le flux réciproque a crû de 56,8%. La France est le 10ème fournisseur de la Chine et la Chine est la 8ème destination pour les produits français. L'agriculture chinoise est divisée en trois secteurs géographiques, correspondants à la diversité des conditions climatiques : au centre-est et nord-est, domination du blé, du maïs et de la pomme de terre, alors qu'au sud et au sud-est, on trouve principalement du riz et des cultures tropicales ; enfin, la Chine de l'ouest, périphérique, est une terre d'élevage extensif.

La demande chinoise en produits alimentaires n'a cessé de croître depuis l'ouverture, notamment du fait de l'augmentation du pouvoir d'achat. Le niveau de la production agricole chinoise a consécutivement grimpé rapidement (+40% sur les céréales) et la Chine est devenue le premier producteur mondial de blé, de riz, de pomme de terre, de porc et de volailles et le second sur le maïs. Toutefois, cette production est restée insuffisante pour couvrir les besoins chinois : 42% des huiles alimentaires doivent être importées, 50% du sucre et surtout 80% du soja, qui correspond à 45% des importations agroalimentaires chinoises en valeur, notamment en provenance du Brésil et des Etats-Unis.

Les difficultés de la Chine à couvrir ses besoins sont d'abord causées par le morcellement des parcelles. L'essentiel de la production est assuré par 400 millions de petites exploitations familiales (0,5 hectare en moyenne) où les paysans ne sont pas présents à l'année (ils alternent avec un travail en ville). Puis la production est collectée et transformée par 100 millions d'acteurs indépendants. Pour toutes ces exploitations, les progrès sur les semences ont aidé à augmenter les rendements,

mais la mécanisation est impossible. D'autre part, des ressources en eau limitées ainsi que la pollution importante des sols et des eaux grèvent encore les récoltes, malgré les mesures prises récemment.

L'augmentation importante de la production de ces dernières années a été suscitée par la constitution d'une chaîne agro-alimentaire partant de grandes fermes étatiques ou privées, associées à des groupes de transformation et de distribution de dimension nationale mais à visée internationale (COFCO, Bright Food, Yili, Mengniu). Ainsi 30 % de la production porcine et 33% de la production laitière sont désormais de leur fait, de même qu'une partie de la production de thé. D'autre part, le fort exode rural (50% de la population vit en ville depuis 2011 et ce sera 70% en 2030) permet le remembrement et une agriculture familiale professionnelle émerge, avec des agriculteurs à plein temps, sur des surfaces plus importantes (7 hectares sur le blé par exemple).

L'Etat a lancé en 2015 le 13^{ème} plan (2016-2020) qui, sur la question agricole, doit accentuer la modernisation et permettre de progresser vers l'autosuffisance. L'aide d'Etat contient des subventions, des constructions d'infrastructures, un plan de remembrement, la promotion des coopératives, la mise en place de normes sanitaires et écologiques, le soutien à la recherche agricole et à la formation. Il prévoit en outre la fin des prix garantis (30 à 40% au-dessus des cours mondiaux) et le recours accru au marché mondial pour assurer la satisfaction de la demande intérieure. Compte-tenu de l'importance de la production chinoise, ces deux dernières décisions pourraient avoir un fort impact sur les marchés mondiaux.

Les plus gros fournisseurs de la Chine en produits agroalimentaires sont les Etats-Unis (23%) et le Brésil (21%), mais la France est le premier fournisseur européen. L'agroalimentaire est par ailleurs le 3^{ème} poste des exportations françaises vers la Chine : 35% de vins et spiritueux, 31% de céréales, 13% de produits laitiers, 9% de viande. Les exportations d'orges françaises ont connu une croissance exceptionnelle (+322% à 780 millions d'euros en 2015), pour la malterie et

le fourrage. 87 entreprises françaises du secteur agroalimentaire sont implantées en Chine et les investissements agricoles chinois en France augmentent. Par exemple, si Yili et Mengniu ont choisi l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour le lait, Health and Happiness s'est implanté dans le Calvados et Synutra dans le Finistère et la Manche. En 2006, Adisseo (alimentation animale) avait été le premier investissement chinois en France, en devenant membre du groupe Blue Star (filiale de Chemchina).

La Chine est le deuxième marché mondial du bœuf. Elle possède la plus grande ferme bovine mondiale du bœuf (100 000 vaches et 9 millions d'hectares – information à juillet 2019).

Actualités

Juin 2019. Le vice-ministre chinois de l'Agriculture, Qu Dongyu, a été élu au poste de directeur général de l'Agence des Nations unies qui lutte contre la faim dans le monde (FAO) au détriment de la Française Catherine Geslain-Lanéelle, Il promeut une réforme de l'agence onusienne, qui doit être plus impartiale et neutre et propose d'attirer plus de moyens financiers venant du privé pour développer les secteurs agroalimentaires, notamment ceux des pays en développement ; il a enfin évoqué des coordinations avec Alibaba, la Banque mondiale, Bayer ou encore la fondation américaine Bill and Melinda Gates (impliquée dans la recherche agronomique en Afrique).

Mai 2019. Le conglomérat Reward qui avait acquis 2600 hectares de terres agricoles dans l'Allier et en Indre entre 2016 et 2018 a été mis en faillite. Filiale de Luowa (1 milliard d'euros de CA) et dirigée par le milliardaire Hu Keqin, ce groupe souhaitait ouvrir 1500 boulangeries en Chine, et avait signé un partenariat avec Axéreal (grains) pour la fourniture de farine. Cette activité a été un échec (les 3 premières boulangeries du groupe ont dû fermer), mais l'intégralité du groupe semble désormais en grande difficultés.

Vins et spiritueux

Etat du marché à février 2019

En 2021, la Chine (actuellement 5^{ème} consommatrice) devrait remplacer le Royaume-Uni en tant que deuxième marché après les Etats-Unis. Les ventes de vin non-gazeux sont attendus en hausse de 2,65 milliards de litres en Chine en hausse de 6% sur l'année 2018, soit en valeur 400 milliards de yuans (59 milliards de dollars, +6%). Les perspectives 2022, prévoient un volume de 3,11 milliards de litres et un montant de 467 milliards de yuans (*chiffres : Euromonitor International*). La marge de progression est énorme, puisque la consommation annuelle moyenne par habitant n'est que de 1,4 litre, contre 45 litres en France (Etude Vinexpo).

Malgré des prévisions qui indiquent une augmentation de 8% des importations de vins globale sur 2018, celles-ci ont décliné sur la fin de l'année. Au cours de 2018, les

exportations françaises de vins et spiritueux en Chine ont baissé de 1,5% à 2,5 milliards d'euros, par rapport à 2017. Les ventes de vin français devraient continuer à se tasser face à une concurrence de plus en plus importante. Ainsi les vins australiens vont bénéficier en Chine à partir du 1er janvier 2019 (comme chaque début d'année) d'une baisse de 2,8% dans le cadre des accords de libre-échange bilatéral. Les vins du Bordelais sont les vins français les plus prisés par les chinois, et 65 millions de bouteilles sont exportées chaque année.

Historique

En 2014, la Chine a adopté une loi anticorruption plongeant le secteur de l'importation de vins et spiritueux dans la crise, car ces produits étaient très utilisés pour les cadeaux officiels.

Porc et produits porcins

Etat du marché à Janvier 2019

Source : *China Daily, European Weekly*

La Chine élève environ 500 millions de cochons, soit près de la moitié du cheptel mondial, d'après l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ; leur consommation est également de la même proportion, soit environ 62kg de porc par personne et par an. Près de vingt provinces sont actuellement touchées par la fièvre porcine venue d'Afrique, ce qui fait grimper les cours mondiaux du porc. En effet, la Chine devrait importer 1,88 millions de tonnes de porc en 2019 (+7% par rapport à 2018) soit 20% du total échangé sur les marchés mondiaux (US Department of Agriculture). La fièvre porcine

influe également sur les cours mondiaux du soja, principale source d'alimentation du cochon, et que la Chine continue d'importer en grande quantité, notamment en provenance des Etats-Unis. Une baisse des importations est cependant prévue pour cette céréale.

Actualités

Décembre 2019. Pour la première fois depuis novembre 2018, la population porcine chinoise, qui avait été décimée au cours de l'année par la peste porcine, a recommencé à augmenter en novembre 2019 ; cela marque le premier recul de cette maladie.

Céréales

Etat du marché à Septembre 2019

Source : *China Daily*, *European Weekly* et *Les Echos* du 20 août 2019

Soja : La Chine devrait importer 90 millions de tonnes de soja en 2019 contre 94 millions en 2018. Cette baisse s'explique par la fièvre porcine qui décime les élevages de porcs chinois et fait chuter la demande.

Riz : La Chine a importé 4 millions de tonnes de riz en 2017, en hausse de 13,0% par rapport à 2016, principalement du Vietnam, Thaïlande, Cambodge et Birmanie (source : *China National Grain and Oils Information Center*). La Chine possède 60% des stocks de riz mondiaux, mais les écoule auprès de clients africains depuis trois ans pour renforcer les liens diplomatiques avec les pays concernés.

Drones agricoles

Etat du marché à fin 2019

Le secteur agricole est marqué par l'émergence des drones agricoles pour le contrôle des cultures, leur semis ou les épandages de fertilisants et de pesticides. Les données du Qianzhan Industry Research Institute de Shenzhen montrent que la valeur du marché du drone agricole devrait se monter à 12,8 milliards de yuans en 2021 (1,7 milliards d'euros), soit un taux de croissance de 38%. D'ici cinq ans la fabrication devrait se monter bientôt à 1 million d'unités annuelles.

La Côte d'Ivoire est la principale concernée, avec 0,3 millions de tonnes importée depuis la Chine ; le reste de l'Afrique reçoit 0,2 millions de tonnes et le reste du monde 0,4 millions de tonnes. La Chine assurait en 2017 28% de la production mondiale. La Chine est donc le premier producteur, importateur et consommateur de riz au monde.

Actualités

Janvier 2019. Riz. Pour satisfaire la demande intérieure, la Chine autorise désormais l'importation de riz américain suite à un accord de juillet 2017 portant notamment sur les mesures sanitaires.

Le plus gros fabricant est XAG qui a produit 25 000 unités de son R80 en 2019 et en prévoit 50 000 pour l'an prochain. XAG a 42 000 drones en service, qui ont été utilisés par 6,4 millions d'agriculteurs sur 20 millions d'hectares. Ces drones ont également été utilisés pour des opérations de désinfection des places publiques lors de la crise du Coronavirus. Leur concurrent est le numéro 1 mondial des drones, DJI, qui a produit 20 000 unités de drones agricoles (le T20) en 2019 et vise 100 000 unités commercialisées annuellement d'ici cinq ans.



Automobile

Véhicules de tourisme / Véhicules électriques / Autre secteurs de l'automobile

Etat du marché à mi-2019

Le marché chinois a reculé de 12,4% au premier semestre 2019, après un recul de 3% en 2018, le premier recul en vingt ans. Les différents constructeurs sont en train de réduire leurs investissements, voire de se désengager (Suzuki), preuve que la conjoncture est défavorable. En janvier 2019 les ventes ont chuté pour le 7e mois d'affilée (-15,8%).

Concernant les deux-roues motorisés, les prévisions 2019 donnent une hausse de 6% par an des ventes de motos légères d'ici 2022.

Véhicules de tourisme

Etat du marché à mars 2019

D'après *La Tribune*, une modification structurelle est en train de s'opérer sur le marché : les groupes internationaux ont vu leur part de marché fléchir fortement face aux constructeurs locaux (respectivement 55% / 45% en 2016). PSA a connu l'une des plus fortes baisses des ventes en 2016 avec 38% de baisse pour Peugeot et 64% pour Citroën. La situation s'est encore accentuée en 2017 et 2018 : et les ventes ont été divisée par 3 en 4 ans, de 734 000 unités vendues à 262 000 en 2018.

Actualités

Août 2019. La co-entreprise PSA - Dongfeng - Changan va céder une usine et en fermer une autre, afin de réduire la surcapacité de production (1,2 millions de véhicules annuels possibles contre 250 000 engins produits). Seule la moitié des 8000 salariés présents en Chine seront conservés. PSA est en fort recul en Chine -62,1% de ventes et connaît des difficultés avec son partenaire Dongfeng, par ailleurs actionnaire du groupe.

La raison de ce recul des marques étrangères est à chercher dans plusieurs erreurs stratégiques. D'abord, les marques internationales ont fonctionné sur le modèle de la concession, qui est désormais obsolète. En effet, le client chinois a 35 ans en moyenne et, parce qu'il est très connecté, il a déjà pris sa décision avant de se rendre en concession.

D'autre part, la Chine connaît un engouement pour les SUV (44% du marché à début 2017), que les grandes marques n'ont pas anticipées. Elles n'ont pas vu la spécificité du consommateur chinois, aux goûts divergents.

par rapports aux marchés occidentaux. Parallèlement, les petits modèles sont passés de 35% des ventes en 2002 à 6,7% en 2017.

Mais surtout, les entreprises étrangères n'ont pas le même maillage sur le terrain que les marques chinoises. En effet la Chine côtière est saturée de voitures (les pouvoirs locaux appliquent désormais des restrictions d'achats) et le principal gisement de croissance se situe dans les villes de l'intérieur (malgré un pouvoir d'achat globalement plus faible).

Enfin, les marques chinoises (notamment SAIC, Dongfeng, Geely, BYD) ont réussi une rapide montée en gamme grâce aux transferts de technologies issus des co-entreprises ; et les prix sont inférieurs de 30 à 40%.

Véhicules électriques

Evolutions réglementaires en 2019

Le montant global des subventions accordées par le gouvernement chinois pour les ventes de voitures électriques est en baisse.

Actualités

A venir. Le groupe suisse ABB (Zürich) renforce encore sa présence en Chine par une prise de participation majoritaire (67%) dans le groupe Chargedot Shanghai New Energy

Autres secteurs de l'automobile

Deux équipementiers français sont présents sur le marché chinois : Faurecia et Plastic Omnium. Jean-Pierre Raffarin est administrateur de la holding Plastic Omnium en Chine.

La Chine importe environ 40 millions de tonnes de pétrole brut par mois, en augmentation au cours de l'année 2018. Les véhicules à moteur thermiques sont les principaux consommateurs.

Actualités

Mars 2019. Geely (propriétaire de Volvo) va racheter 50% des parts de Smart (une usine en France, Moselle) à l'allemand Daimler, malgré des oppositions fortes en Allemagne.

Technology (Chargedot), fabricant de bornes de rechargement électrique et concepteur de plateformes logicielles pour la gestion du rechargement, à destination de constructeurs de véhicules électriques, d'opérateurs de réseaux de recharges et de promoteurs immobiliers. ABB aura l'occasion d'approfondir ses relations avec les constructeurs chinois de véhicules électriques (SAIC est l'autre actionnaire de référence de Chargedot) et d'élargir son portefeuille de mobilité électrique, en prenant en compte les normes logicielles chinoises (*Source : cfnews.net*).

Actualités

Mars 2019. Les constructeurs Changan, FAW et Dongfeng s'allient avec Tencent, Alibaba et Suning vont investir 9,7 milliards de yuans (1,3 milliards d'euros) dans la création d'une plateforme de services de mobilité.



Banque et assurance

Bourse / Banque / Assurance-vie et gestion d'actifs / Capital-risque et Capital-Investissement

Banque

Focus : Perspectives du marché bancaire en Chine

Source : [Rapport McKinsey, How Asia is reinventing banking for the digital age](#) (février 2020)

L'Asie a pris ces dernières années une grande importance dans le monde bancaire, et compte aujourd'hui 40 des 100 plus grandes banques par capitalisation pour près de 37% des profits bancaires mondiaux en 2018. La Chine est leader sur ce marché, avec notamment Alipay et WeChatPay ; elle représente 45% des paiements digitaux du monde. Les deux plateformes technologiques ont réussi leur mue en banque digitale, et Tencent (WeChat) offre désormais des crédits, via WeBank ; de même pour Alibaba qui a fait émerger un écosystème diversifié incluant solutions bancaires et paiements. L'assureur Ping An, l'un des plus gros conglomérats financiers chinois, a réinventé façon fintech ses activités de crédit, d'investissement et d'assurance (santé, logement, etc.).

D'autre part, le marché de la banque traditionnelle a vu son expansion se ralentir considérablement depuis le début des années 2010 (passage d'une croissance à deux chiffres à environ 5% annuel depuis 2014). La marge des entreprises du secteur s'est

considérablement réduite (le ROE moyen du secteur pour l'Asie a baissé de 12,4% en 2010 à 10,1% en 2018, en raison de l'augmentation du coût du capital et du déclin de la qualité des actifs. Enfin si les fintechs asiatiques bénéficient toujours d'un important soutien de la part des investisseurs, les banques traditionnelles ont vu leur valorisation s'affaiblir (baisse du ratio Price to Book de 1,4 en 2010 à 0,7 en 2018, inférieur à la moyenne mondiale de 0,9). Ce pessimisme des investisseurs est directement lié à l'émergence institutionnelle de l'Open Banking, qui se déroule aussi en Asie et notamment à Hong-Kong (introduction récente de nouvelles procédures pour accorder des licences au banques digitalisées), et dans une moindre mesure en Chine. L'Open Banking fait peser de lourdes menaces sur le marché bancaire, car de nouveaux acteurs venus de divers secteurs se trouvent en position de s'engager plus largement sur les marchés du crédit ou des paiements. La conséquence de ce phénomène est la consolidation du secteur : les institutions bien capitalisées générant les rendements les plus importants du marché cherchent à consolider leur avantage en acquérant des organisations plus petites ou moins bien capitalisées pour accroître leur taille par croissance externe.

Les banques cherchent à se renforcer sur leur cœur de métier en se réinventant : la plupart ont pu réduire les coûts opérationnels de 30-40% dans les secteurs des ventes, des fonctions supports et de back-office par une digitalisation intensive. Toutefois les deux tiers des banques asiatiques génèrent des ROE inférieurs au coût du capital (approximativement les deux tiers des banques asiatiques) et restent très menacées.

Pour accélérer ces transformations, les banques asiatiques doivent mettre en action l'ensemble des nouveaux outils technologiques à disposition : digitalisation, utilisation du big data, robotique et intelligence artificielle. Les banques doivent déployer ces outils de croissance stratégique autour des quatre segments les plus porteurs : gestion de patrimoine, crédit aux particuliers, crédit aux PME et fusion-acquisition. Ensemble ces quatre secteurs ont un potentiel de 100 milliards de dollars de chiffre d'affaires supplémentaire par an.

Concernant la **gestion de patrimoine**, il s'agit de trouver le bon équilibre entre outils digitaux et contact client pour offrir une réponse personnalisée aux besoins des clients, surtout pour les plus fortunés.

Pour l'aspect **crédit aux particuliers** qui représentait 12 800 milliards de dollars sur l'Asie en 2018 et devrait se monter à 21 200 milliards en 2025 (8,0% de croissance par an sur la période qui vient, soit le même chiffre que pour la période 2010-2018).

Les **crédits aux PME** devraient pour leur part augmenter de 9,1% par an (contre 8,7% sur la période précédente) pour se monter à 23 000 milliards de 2025. Le secteur des PME sera davantage porteur que celui des large-caps qui devraient connaître seulement 4,2% de croissance pour 2018-2025 contre 8,3% sur 2010-2018. Les banques doivent utiliser des modèles de risque sophistiqués pour identifier les segments de consommateurs où la pénétration des produits est relativement faible. Cela leur permettra, avec l'aide de fintechs et via une combinaison de données traditionnelles et non-traditionnelles, de créer des mécanismes de risk-scoring permettant d'accélérer les décisions de crédits pour les

PME, même celles ayant un historique bancaire limité ou inexistant.

Le **secteur fusion-acquisition** représente déjà le tiers de l'ensemble des revenus bancaires en Asie. McKinsey constate un potentiel d'augmentation de 10 à 20% des revenus bancaires sur les fusion-acquisitions, à travers quatre lignes : gestion de trésorerie, services commerciaux, actifs cotés et flux transfrontaliers.

Pour atteindre ces objectifs, McKinsey propose quatre axes

Outils et technologies de pointes. Les banques utilisent désormais des Interface de programmation d'application (API) qui leurs permettent de mettre à disposition des tableaux de bord, avec l'état de la trésorerie en intraday et en plusieurs devises, les investissements, les fonds de roulement, les dettes. De plus, des modèles analytiques de données avancés aident les banques à améliorer leurs services de gestion de la liquidité, à optimiser les accords de compensation pour les transactions on-us et à mettre en œuvre une tarification dynamique.

Données analytiques avancées. Les banques doivent se focaliser sur l'analyse de données analytiques ayant le plus grand impact sur l'expérience utilisateur et apportant le plus de valeur à la banque. Développer par exemple un programme de données et d'analyse de premier ordre nécessite une vision et un engagement, et pour obtenir un bon retour sur investissement, il est essentiel de donner aux employés les outils et les compétences dont ils ont besoin pour formuler leurs propres requêtes de données pour la planification stratégique ou encore la gestion quotidienne des objectifs stratégiques.

Management RH. L'automatisation devrait disrupter jusqu'à 40% de toutes les activités bancaires et affecter la moitié des emplois du secteur d'ici 2030.

Partenariats et acquisitions. Les fusions-acquisitions et partenariats sont les moyens les plus rapides pour acquérir les capacités stratégiques de la banque du futur. Ainsi, à Singapour, la banque OCBC (Oversea Chinese Banking Corporation) s'est lancée dans les hypothèques d'appartement à travers le portail financier personnel Money Smart.

Commentaire

L'Asie et, au premier rang, la Chine sont les plateformes privilégiées de la transformation de l'industrie bancaire. L'arrivée de la digitalisation des paiements y a été beaucoup plus rapide qu'en Occident du fait de la quasi non-existence des cartes de crédits, qui restent aujourd'hui tout à fait concurrentielles pour le paiement. Cette digitalisation a été la source de nombreuses autres innovations et de la désintermédiation de nombreux processus bancaires (crédits et placements notamment, mais surtout des virements en P2P). On peut également noter que cette digitalisation a largement devancé la réglementation, et donne lieu, en Chine, à de véritables bulles sur des actifs douteux (shadow banking). Le fait que ce phénomène se déroule en Chine n'est donc pas un hasard, puisqu'elle est le seul pays à avoir une masse d'épargne ayant grimpé si rapidement et qui cherche toujours plus activement de nouveaux débouchés. Toutefois, la Chine reste en retrait sur les initiatives d'Open Banking ; un partage des données bancaires a bien lieu, sous l'impulsion de l'Etat, mais le consommateur en est absent (contrairement aux exigences de la directive européenne PSD2) et les données elles-mêmes restent aux mains d'acteurs bien déterminés, étatiques ou non. L'innovation n'en est pas favorisée, en dehors des incubateurs géants d'Alibaba et de Tencent et les banques traditionnelles, étatiques, semblent largement en retrait. Sans plateformes propres, elles utilisent l'existant (des mini-apps sur le réseau WeChat par exemple) pour toucher plus directement le client et communiquer avec lui. Leur rôle social est également très important (aménagement du territoire, continuité de l'emploi) en lien avec leur statut d'entreprise d'Etat, et les éloigne des problématiques de rentabilités inhérentes à la question de la modernisation des banques. Pour autant, elles se livrent entre elles une concurrence intense (à l'échelle des banques nationales, mais aussi des banques régionales) et c'est davantage cet aspect concurrentiel qui les pousse à la modernisation. L'éco-système bancaire chinois possède donc une particularité qui lui donne une stabilité qu'on ne retrouve pas ailleurs ; sur les dernières années, cela n'a pas

nui à l'innovation, au contraire, mais la Chine pourrait se retrouver en retard, si elle devait rater le virage de l'Open Banking.

État du marché à mai 2019

Source : China Daily, 14 mai 2019

Les 33 banques chinoises cotées sur les marchés chinois et hong-kongais ont connu une croissance de leur REX de 15,4% en glissement annuel au premier trimestre 2019 à 1 300 milliards de yuans, soit 180 millions d'euros. Cette augmentation est due une hausse des octrois de crédit, mais aussi à une baisse des coûts d'emprunt des banques, et encore à une hausse du volume d'affaires en gestion de patrimoine.

Prêts aux entreprises. Le solde des prêts au PEMIC (Petites et micro-entreprises) s'établissait, à fin mars, à 34 800 milliards de yuans (4 500 milliards d'euros). Pour l'ensemble des entreprises, les nouveaux prêts sur les trois premiers mois de l'année ont été d'un montant de 445 milliards de yuans (57 milliards d'euros), en hausse de 3,6% par rapport au quatrième trimestre 2018.

Plateformes d'emprunt peer-to-peer (P2P)

Source : China Daily, European Weekly, 6 septembre 2019

Ces plateformes d'emprunt en P2P mettent en relation des particuliers et des TPME en recherche de financement. Le secteur, qui a connu une explosion jusqu'en 2015, a été depuis ciblé par le gouvernement pour réduire les risques financiers. Ainsi le nombre de plateformes est passé de 3400 en 2015 à 730 aujourd'hui, et les nouveaux encours sur un an sont passés de 253 milliards de yuans en 2017 (juillet 2016-août 2017) à 90 en 2019 (de juillet 2018 à juillet 2019), pour un montant total de 667 milliards de yuans en baisse de 30% sur un an. Le géant de l'assurance Ping An a amorcé son retrait du secteur, via sa plateforme Lufax.

Actualités.

A venir – Janvier 2020. Le taux de réserve obligatoire imposé aux banques a été baissé au 1er janvier, pour soutenir l'économie.

Mars 2019. L'autorité de régulation bancaire vise une hausse de 30% des prêts aux PEMIC

BoursePrésentation générale du marché à janvier 2019

En Chine, 90% des investisseurs en action sont des particuliers, amateurs de spéculation. Des mouvements sont créés par des nouvelles irrationnelles qui ont par exemple engendré un engouement pour une valeur homophone avec la phrase "Trump gagne gros" au moment de la présidentielle américaine. La bourse de Shanghai a plongé de 25% sur l'année 2018 et reste un marché caractérisé par une très grande volatilité. La plupart des entreprises chinoises dynamiques sont cotées à Hong-Kong, voire à l'étranger (souvent à New-York).

Depuis 2012, les entreprises chinoises ont levé 156 milliards de dollars en s'introduisant en bourse à Hong Kong, contre 143 à Shanghai et Shenzhen et 48 milliards à Wall Street.

Etat du marché à juin 2019

Le montant des avoirs libellés en Reminbi a continué d'augmenter sur les premiers mois de l'année 2019, notamment poussé par l'espoir d'une sortie rapide de la guerre commerciale, avant de ralentir à partir du mois d'avril. Cette tendance avait été acquise dans le contexte d'une nouvelle dépréciation du yuan en avril (autour de 6,70 dollars avant avril et 6,90 depuis). Les actifs libellés en Reminbi sont restés pendant quatre mois plus attractifs que les autres dans un contexte d'incertitude mondiale (politique et économique, sur les marchés européens),

(Petites et Micro-entreprises) en autorisant un ratio plus élevé de créances douteuses.

Février 2019. Ant Financial (Groupe Alibaba) annonce la prise de contrôle de la fintech anglaise WorldFirst pour environ 620 millions d'euros. Ant Financial était valorisée 150 milliards de dollars en 2018.

servant de valeur refuge. La forte croissance du Shanghai Composite Index entre janvier et avril (+23,5%) a été portée par les secteurs suivants : consommation courante, technologies de l'information, télécommunications et santé. Cette croissance a été bien supérieure à celle des autres places boursières mondiales, mais elle s'est tassée depuis la reprise de la guerre commerciale avec les Etats-Unis (à partir d'avril). La tendance positive entre janvier et avril a été renforcée par la capacité de la bourse de Shanghai à attirer les capitaux étrangers ; près de 20 milliards de dollars de Parts A ont été acquises sur la période soit près de la moitié de ce qui avait été acquis l'an passé.

Actualités

Septembre 2019. L'Administration d'Etat des changes (SAFE) a décidé de supprimer les restrictions en vigueur dans les QFII (Qualified Foreign Institutional Investor) depuis 2002 et son équivalent en yuan, le RQFII depuis 2011. Ils avaient été marginalisés par le Stocj Connect et le Bond Connect pour accéder aux marchés chinois sans quotas (*Les Echos du 11 septembre 2019*).

Juin 2019. Ouverture du lien entre les bourses de Shanghai de Londres (Huluntong) : les entreprises cotées à Londres pourront émettre des actions (parts A) sur le marché de Shanghai et les entreprises cotées à Shanghai pourront émettre des actions (parts A) cotées à Shanghai. Ce système de cotation simultanée permettra notamment aux entreprises chinoises d'obtenir

de nouveaux investisseurs. La conséquence attendue pour la Chine est le renforcement de l'attractivité de la place de Shanghai. Cette entrée en vigueur avait été maintes fois repoussée.

Juin 2019. Alibaba dépose une demande de cotation secondaire à la Bourse de Hong-Kong ; l'opération pourrait intervenir au troisième trimestre 2019. L'entreprise cherche à réduire le risque lié aux relations sino-américaines et d'autre part à élargir sa base d'investisseurs aux particuliers chinois (Source : François Perrin, gestionnaire de portefeuilles chez East Capital, pour *Les Echos* du 20 juin 2019).

Juin 2019. SMIC, premier fabricant de semi-conducteurs chinois, se retire de la Bourse de New-York, pour ne garder qu'une cotation à Hong-Kong.

Mars 2019. Le fournisseur d'indices américain MSCI décide de quadrupler le poids de la

Chine dans ses indices boursiers. Ses indices étant très suivis, la mesure va pousser beaucoup d'investisseurs vers les bourses chinoises. En revanche, il a décidé de déclasser le fabricant de machines-outils et fournisseur d'Apple, Han's Laser pour protester contre la limitation à 28% des détentions de parts A par des étrangers.

Janvier 2019. Nomination de Yi Huiman, issu de la banque ICBC à la direction de la Commission de régulation des actifs de Chine (China Securities Regulatory Commission). Il aura en charge le lancement à Shanghai d'un marché de type Nasdaq destiné aux valeurs technologiques, ainsi que l'internationalisation des bourses chinoises et leur attractivité pour les investisseurs étrangers (via l'ouverture du lien entre les bourses de Shanghai et Londres notamment, un projet déjà souvent repoussé). Il devra également mener à terme les enquêtes sur de la corruption de fonctionnaire au sein du régulateur.

Assurance-vie et gestion d'actifs

Etat du marché à juillet 2019

Le marché de la gestion d'actifs en Chine en 2018 était de 1 800 milliards de dollars, soit 15% PIB. Pour l'assureur Prudential, son potentiel est six fois plus haut, car aux Etats-Unis et en Union Européenne, ce même secteur représente 75% du PIB. Concernant l'Assurance-vie en 2018, seuls 115 millions de Chinois possèdent un contrat d'assurance-vie, sur un marché potentiel de 400 millions de personnes (estimation de la classe moyenne chinoise).

D'après une étude d'Invesco, 9 fonds souverains sur 10 de plus de 100 milliards de

dollars étaient présents en Chine en 2018 et 2/3 des fonds plus petits pour pallier le manque d'attractivité des pays développés ; ils choisissent d'abord les actions, puis les actifs réels comme les infrastructures et l'immobilier ou, de manière minoritaire, les obligations.

Actualités

Février 2019. Le régulateur bancaire chinois permet aux cinq grandes banques nationales de créer des filiales dédiées à la Gestion de patrimoine.

Capital-risque / Capital-investissement

Etat du marché à juin 2019

Le niveau des transactions en capital-investissement pour la Chine en décembre

2018 était en chute de 25%, au plus bas niveau depuis 2015. En France, les acquisitions chinoises sont en repli de 88% au premier semestre 2019.



Culture et Industries culturelles

Cinéma / Art / Livre / Évènementiel

Cinéma

Etat du marché à janvier 2020

Source : China Daily, European Weekly, du 10 janvier 2020

En 2018, les recettes de box-office se sont montées à 61 milliards de yuans (8 milliards d'euros), soit une hausse de 8,9% sur l'année. Mais le premier semestre 2019 a vu au contraire le marché s'effondrer avec un repli de 2,7% (à 31 milliards de yuans). Ce repli serait lié à une baisse du nombre de blockbusters (les sorties furent reportées sur la seconde moitié de l'année) ; la surproduction de films, pour une demande en baisse sur le début d'année, aurait mis les grandes maisons de production en difficulté. Mais la seconde partie de l'année a permis d'effacer les pertes et même d'atteindre un nouveau record historique après 2018, avec un bénéfice total de 64 milliards de yuans sur 2019 (8,4 milliards d'euros), soit une hausse globale sur l'année de 4,9%.

D'autre part, les maisons de production sont confrontées à des évolutions technologiques (réalité virtuelle et réalité augmentée), et leur mise en place nécessite un coût financier important. L'adaptation de certains cinémas est en cours, bien qu'aucun film complet utilisant ces technologies n'ait été

tourné. Le nombre d'écrans en Chine est d'environ 60 000.

A l'export en 2019, les films chinois ont connu un développement historique, même si leur part de marché reste anecdotique. En Amérique du Nord, CMC Pictures a présenté 11 films au public américain (contre 5 en 2018), qui ont rapporté 10,7 millions de dollars (contre moins de 1 million en 2018). Ce succès relatif est dû principalement au block-buster de science-fiction The Wandering Earth. D'autres entreprises, comme Well Go USA Entertainment, ont connu des hausses substantielles de leur chiffre d'affaires, mais celui-ci reste à la fois marginal pour l'économie des films chinois et réservé à un public américain confidentiel.

Actualités

Juin 2019. La Chine est présente au festival Sunny side of the Doc de la Rochelle, dédié spécialement au film documentaire ; le pavillon chinois regroupe CCTV, An'hui Satellite TV et CICC (Centre de communication intercontinental de la Chine).

Art

Etat du marché, à fin mars 2019

Source : *Arts Economics pour Art Basel*, citée par *Les Echos*

En 2011, la Chine était devenue le 1er marché de l'art, laissant entrevoir des perspectives mirobolantes qui ont été déçues. Désormais, le marché chinois (19% de part de marché) est largement distancé par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Malgré cela, il reste un marché dynamique, orienté à la hausse,

avec 12,80 milliards de dollars de ventes en 2018.

La Chine compte 20 foires d'art, 1 500 musées privés et 4 300 galeries, ainsi que les troisième et quatrième maisons de vente aux enchères au monde, Poly Auctions et China Guardian. Mais si le gouvernement chinois a une politique favorable au développement des arts, le pays compterait seulement une vingtaine de collectionneurs capable de dépenser 1 million de dollars par achat.

Evènementiel

Actualités

Mars 2019. GL Events prend le contrôle de CIEC Union (40M€ de CA prévisionnel pour 2019, environ 100 collaborateurs, spécialisés dans les salons du bâtiment à Pékin, Shaoxing et Shanghai) par le rachat de 55% des parts. Des synergies sont envisagées avec ZZX, devenu GL Events Live Shenzhen.

Janvier 2019. GL Events prend le contrôle de ZhongZhiXing Group (ZZX) (rachat de 51% des parts). Des synergies sont envisagées, notamment avec les trois salons que l'entreprise doit racheter à Pékin, Shanghai et Shaoxing.

Mémoire universitaire sur La Politique culturelle de la France en Chine

par Mademoiselle AN Na (Anna), diplômée de l'Institut de Diplomatie de Chine

Abstracts

Le présent mémoire est concentré sur la politique culturelle actuelle de la France en Chine. L'auteur a choisi ce thème de recherche particulièrement parce que la culture joue un rôle de plus en plus important dans la diplomatie de nos jours. Étant donné que la France est l'un des pays au softpower le plus puissant, il est important d'analyser sa politique culturelle dans notre pays. Les lecteurs sont invités à comprendre les mesures que la France a prises pour augmenter son influence culturelle au sein du public chinois

tout en mettant en perspective, les objectifs et les ambitions, les résultats atteints et les limites rencontrées lors de la mise en œuvre de sa politique culturelle extérieure. Plan : I. Les principales politiques culturelles extérieures que mène la France en Chine ; II. Comment ces différentes politiques sont-elles mises en place ? ; III. Limites et perspectives de la politique culturelle extérieure de la France.

Lien vers le document complet :

<http://afcdcp.wifeo.com/documents/memoire-sur-la-politique-culturelle-de-la-france-en-chine.pdf>



Distribution

E-commerce / Grande distribution / Luxe

E-commerce

Etat du marché à Septembre 2019

Les ventes en ligne 2019 devraient se monter à 1 500 milliards de dollars, soit 25% du total des ventes au détail en Chine, alors que 855 millions de Chinois sont des "digital consumers". Mais la concurrence devient plus rude sur ce marché, car il atteint progressivement sa maturité, avec des taux de croissance annuels qui fléchissent sensiblement, passant de 50%/40% avant 2015 à 27% en 2018. D'après un rapport McKinsey de 2019, la marge de développement devrait davantage se situer dans les villes de second et troisième rang, tandis que les zones urbaines de quatrième rang et les zones rurales restent encore en friche.

Repas à emporter (waimai). Le marché est partagé entre Meituan Dianping (Tencent à 20%), Ele.me (Alibaba) et Waimai.Baidu (Alibaba). Les entreprises du secteur sont globalement déficitaires et cherchent à se diversifier.

Actualités

Septembre 2019. A la tête du groupe Alibaba, le PDG Jack Ma se retire de la présidence après une année de transition au profit de Daniel Zhang (47 ans), qui avait été à l'origine de la Fête des Célibataires (11 novembre), grande journée de promotion annuelle.

Août 2019. AliExpress ouvre son premier magasin physique à Madrid, l'AliExpress Plaza, pour exposer un échantillon de sa meilleure offre en matière de nouveautés électroniques et d'innovations grand public, en utilisant le magasin comme interface (*Source : Les Echos du 28 août 2019*).

Grande distribution

Actualités

Septembre 2019. Costco (Etats-Unis) implante en Chine son premier magasin à Shanghai, spécialisé dans les ventes en gros. La journée d'inauguration a été un grand succès.

Juin 2019. Carrefour cède 80 % de sa filiale chinoise au géant de l'électroménager Suning.com pour 620 millions d'euros. L'opération valorise Carrefour Chine (260 millions d'euros de pertes depuis 2015) 1,4 milliard d'euros, dette comprise. Carrefour cherchait un partenaire fort pour reprendre sa

filiale et s'est tourné vers Suning.com après des discussions infructueuses avec Yonghui (chaîne de supermarchés) pour une prise de participation minoritaire. Carrefour conserve 20% et les magasins resteront pendant quatre ans au moins sous l'enseigne Carrefour. L'opération sera finalisée fin septembre 2019.

Mars 2019. Sun Art (co-entreprise Auchan / Alibaba) remplace son directeur français par un directeur chinois, issu du groupe taïwanais RT Mart (ex-coactionnaire d'Auchan dans Sun Art).

Luxe

Etat du marché à mars 2019

Source : Etude Bain & Co, citée par Les Echos

Sur l'année 2018, le marché du luxe en Chine a confirmé son dynamisme et connu une hausse de 20%, au même rythme que l'année précédente, avec 170 milliards de yuans de ventes, soit 22 milliards d'euros. La part des dépenses effectuées en Chine est passée de 23% en 2015 à 27% en 2018, suite à l'effort des grandes marques pour réduire la différence de prix entre la Chine et l'étranger. Cette part pourrait monter à 50% en 2025.

Des moteurs de croissances sont identifiés : les jeunes (25-38 ans), les femmes (+25% sur les cosmétiques féminins contre +10% sur les montres masculines) et les ventes en ligne (+27% à 10% des ventes totales).

Chanel. L'Asie-Pacifique est devenue en 2018 le premier marché de Chanel grâce à un bond de 19,9% des ventes, portée par un maintien de la tendance haussière en Chine. L'entreprise a dû construire de nouveaux bureaux à Shanghai.

Actualités

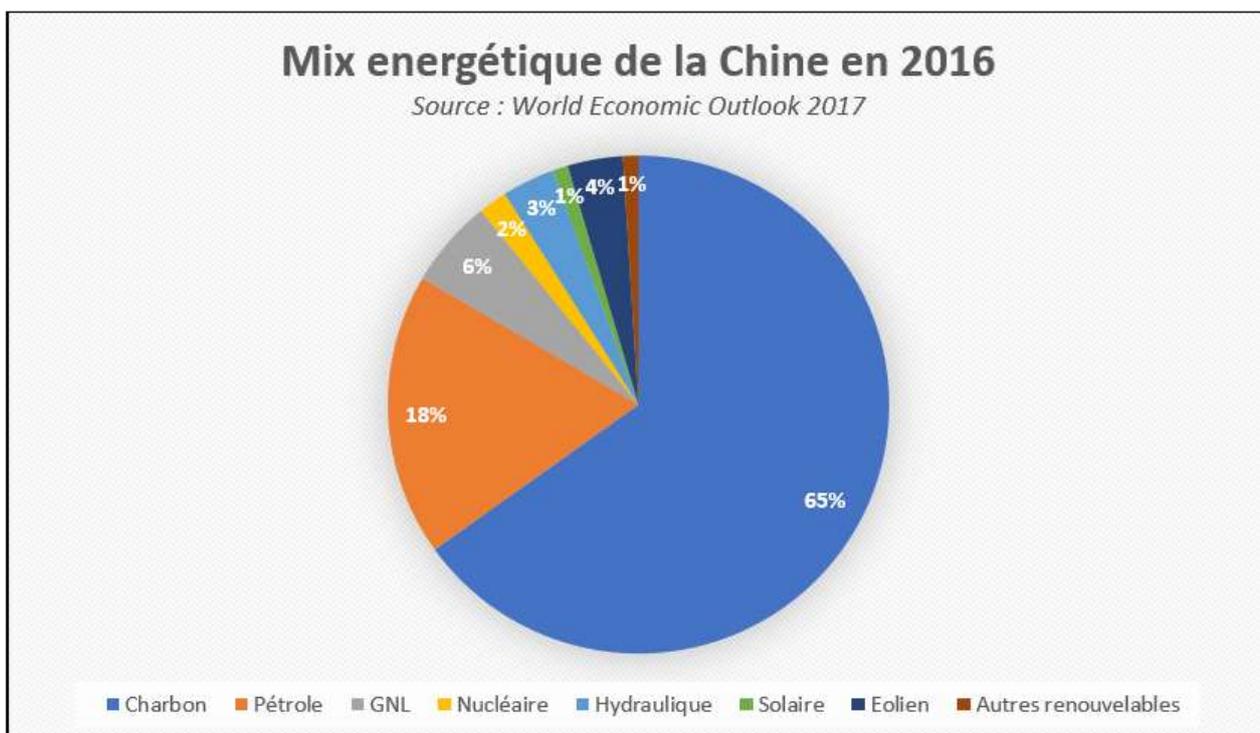
Septembre 2019. Richemont (propriétaire de Cartier et de Van Cleef&Arpel) rachète le joaillier Buccelotti (Italie, 60 millions d'euros de CA) au chinois Gangtai. 85% des parts avaient été acquises pour 186 millions d'euros en août 2017 ; depuis Gangtai avait investi près de 200 millions d'euros pour développer la marque en Chine ; le montant de la cession devrait se situer autour de 200/300 millions d'euros (*Source : Le Figaro*).

Juin 2019. De Fursac (luxe accessible masculin, 41,4 millions d'euros de CA) est racheté par SMCP (Sandro, Maje, Claudie Pierlot), filiale de Shandong Ruyi (textile industriel).



Energies

Electricité / Pétrole



Etat du marché

La Chine produit la majorité de son énergie à base de charbon. Cela pose des problèmes aigus de pollution, puisque la Chine a émis 10,2 gigatonnes de CO₂ en 2017, soit 28% du total mondial. Cependant le 13^{ème} plan quinquennal a, parmi ses principaux objectifs, de faire reculer la pollution. Pour cela, deux axes ont été dégagés : la réduction de la production de charbon (objectif de descendre à 55% du mix en 2020) qui devrait

permettre d'atteindre le pic d'émissions de CO₂ en 2030, et la montée des énergies renouvelables, avec un objectif de 15% du mix en 2020.

On a constaté une réduction de la consommation de charbon pendant trois années consécutives, de 2014 à 2016, mais 2017 a vu un rebond des énergies fossiles de 3,5%, du fait de la croissance élevée. Dans le but de limiter les impacts sur la santé, les centrales à Charbon ont également été

éloignées de Pékin et des grandes villes. Pour 2018, l'Administration nationale de l'énergie a annoncé que la production de charbon allait être réduite de 4,3% et que l'administration soutenait des projets de centrales thermiques innovants capables de réduire les émissions.

Concernant les énergies renouvelables, la Chine concentre 1/3 de la production mondiale de panneaux solaires et la moitié des éoliennes mondiales sont installées en Chine. Après un investissement de 100 milliards en 2016, le plan quinquennal prévoit encore 260 milliards d'investissements et de subventions d'ici 2020, ainsi que la création de 13 millions d'emplois sur les 5 ans. Ce secteur est en perte constante, mais les premiers chiffres 2018 (à avril) montraient que les activités éoliennes et solaires avaient divisé leur taux de perte par deux, à 8% et 4% respectivement. Au premier trimestre 2018, 15,35 millions de kW de capacités installées ont été inaugurées.

Enfin, la Chine est très active sur le nucléaire ; elle a inauguré début 2018 le

Electricité

Etat du marché à février 2019

La consommation et la production d'énergie en Chine ont connu une année 2018 record. Les chiffres témoignent d'une consommation de 6,22 milliards de KWh sur 11 mois, en hausse de 8,5% par rapport à 2017. Un léger delta sépare la production (6,16 milliards de KWh) de la consommation (6,22), en lien avec les importations d'énergies, mais aussi les entreprises dotées de leurs propres générateurs. Tous les secteurs sont concernés, le primaire qui s'informatise, le secondaire qui se robotise, le tertiaire qui poursuit son équipement, ainsi que les ménages, qui continuent de remplacer les chaudières au charbon par des solutions électriques. Il faut voir également à travers ces hausses, les premiers effets de la mutation du parc automobile vers l'électrique.

premier EPR à Taishan, et coopère avec EDF sur beaucoup de projets de pointe. Elle a pour objectif 58GW issus du nucléaire à horizon 2020 (selon le 13ème plan quinquennal) et espère devenir d'ici 2030 le leader mondial du nucléaire. Pour ce faire, 6 réacteurs doivent entrer en service chaque année (d'après les analyses de Caixin), ce qui devrait être le cas en 2018.

Il faut toutefois noter que les gouvernements locaux font parfois obstacles à la mise en place des mesures de protection de l'environnement.

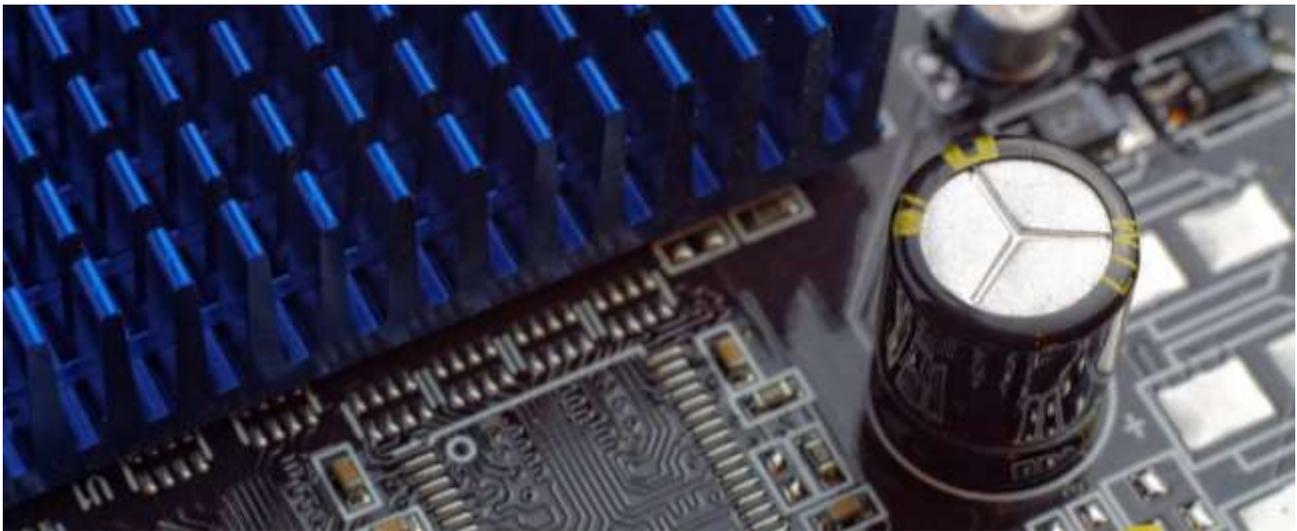
Actualités

Mars 2019. Bourbon (parapétrolier, Marseille). La banque ICBC propose, à l'instar des banques françaises, la conversion de ses créances en actions. Elle pourrait devenir le premier actionnaire du groupe, sans toutefois en prendre le contrôle.

Les champions économiques chinois du secteur sont State Grid Corporation of China qui détient le monopole national (1,7 millions de salariés), Three Gorges Corporation qui construit des infrastructures dont le barrage des Trois Gorges et China General Nuclear Power Group (CGN) qui développe des infrastructures nucléaires en coopération avec EDF. Toutes ces entreprises sont des entreprises étatiques.

Actualités

Mars 2019. Le contrat géant d'Orano (issu d'Areva) pour la gestion des combustibles nucléaires usés en Chine est repoussé sine die.



Hautes-technologies

Informatique quantique / Intelligence artificielle / Semi-conducteurs / Cryptomonnaies / Impression 3D

Informatique quantique

Etat du marché à octobre 2019

Il existe peu d'informations officielles sur cette technologie embryonnaire. La Chine a lancé un plan de recherche sur cette technologie dès 2013, qui devrait aboutir notamment à la création en 2020 d'un Centre de recherche doté de 10 milliards de dollars. Plusieurs laboratoires publics - comme l'Université des sciences et technologies de Chine (à Hefei, Anhui) - ont déjà annoncé la

création de divers prototypes d'ordinateurs quantiques à supraconducteurs ou optique linéaire. Alibaba s'intéresse à la cryptographie quantique et propose déjà l'accès dans le cloud à un ordinateur quantique originaire de la recherche publique avec 22 qubits (Source : La Tribune, 25 juillet 2018). L'entreprise aurait débloqué 15 milliards de dollars pour la recherche dans ce secteur (Source : Le Figaro, septembre 2019).

Intelligence artificielle

Etat du marché à février 2019

Source : Understanding China's AI Strategy : Clues to Chinese Strategic Thinking on Artificial Intelligence and National Security, February 2019

Depuis 2015 et le lancement du plan Made in China 2025, l'intelligence artificielle (IA) est identifiée comme une technologie stratégique par les dirigeants chinois (Xi Jinping en tête). Le New Generation Artificial Intelligence Development Plan (AIDP) de

juillet 2017 pose le nouveau cadre et les priorités de ce développement. Le montant des dépenses publiques chinoises concernant l'intelligence artificielle n'a pas été rendu public, mais se compte en dizaines de milliards de dollars. Et deux provinces, Shanghai et Tientsin, se sont engagées à dépenser environ 100 milliards de yuan chacun (14,7 milliards de dollars).

Etant donnée l'importance de la question, le gouvernement chinois a mis en place un système de veille stratégique à

l'échelle nationale sur le sujet. Le Bureau politique du PCC a également organisé une session d'étude sur l'IA, ce qui est réservé aux questions politiques prioritaires.

De manière globale, la Chine voit dans l'intelligence artificielle un domaine où elle pourra progresser rapidement, voire prendre l'avantage, dans une course à deux avec les Etats-Unis. Elle est première au rang des papiers de recherche sur le secteur, mais aussi pour les dépôts de brevet ainsi que pour les montants investis. En revanche, les Etats-Unis ont davantage de personnel travaillant dans ce secteur et davantage d'entreprises.

La Chine a adopté une approche principalement commerciale même si l'usage des produits pourra être militaire. Cela a l'avantage de donner une rentabilité aux investissements qui ne seront à terme pas uniquement soutenus par le gouvernement. Toutefois l'investissement initial est fort. Deux fonds d'investissement ont été créés en 2014 (suite au Plan Made in China 2025) et en 2018 (suite au Plan AIDP), pour un montant total de 440 milliards de yuans (65 milliards de dollars). La principale volonté du gouvernement est de couper la dépendance aux Etats-Unis, principalement sur la question centrale des semi-conducteurs. Les entreprises qui ont émergées et ont été mises en avant par les autorités concernant l'IA sont : Alibaba, Tencent, iFlytek et Sense Time (qui possède les plus grands ordinateurs mondiaux). Les autres acteurs majeurs sont Huawei et ZTE. Seuls un retournement technologique majeur du secteur, ou la fin brutale des subventions (par suite d'une récession par exemple) pourraient remettre en cause le développement de l'IA en Chine. Enfin, la Chine a pour principale force, la qualité, la diversité et la quantité des données qu'elle peut exploiter à des fins de machine-learning.

Le pays a pourtant des faiblesses importantes. La plupart des papiers de recherche chinois sont publiés depuis l'étranger, en coédition avec des chercheurs non-Chinois. La Chine est également distancée par les Etats-Unis, en ce qui concerne le nombre de personnels les plus formés (8ème rang mondial). D'autre part, elle possède très peu de Brevets techniques standards

(« Standard Essential Patents », principalement américains) qui sont nécessaires pour développer les technologies les plus en pointe. Les logiciels les plus importants sont encore souvent de licence américaine.

Mais la principale différence avec les Etats-Unis porte sur les semi-conducteurs à haute valeur ajoutée, principalement conçus aux Etats-Unis et fabriqués à Taïwan ou en Corée. En 2014, la Chine n'assurait que 29% de sa consommation domestique. L'objectif fixé pour 2030 est de 80% de couverture des besoins et la prévision pour 2019 est de 49%. Cette statistique masque un retard encore plus important sur les semi-conducteurs les plus avancés, pour lesquels le gouvernement Barack Obama a imposé une restriction à l'export vers la Chine (2015). Ces restrictions ont été renouvelées à l'occasion des conflits entre le gouvernement américain et ZTE (2018) puis Huawei (2019). D'où l'importance d'une autonomie chinoise sur ce secteur.

Les ventes de semi-conducteurs en Chine représentaient 11,8% (6,5 milliards de dollars) du marché en 2017 et son attendues en hausse à 25,6% pour fin 2019 à 17,3 milliards de dollars.

La Chine exprime de plus en plus d'inquiétudes concernant la course à l'armement en lien avec l'intelligence artificielle : l'IA permettra dans l'avenir de limiter les dégâts relatifs à une action militaire, et cela pourrait augmenter les risques d'affrontement entre Etats dans un avenir proche. D'autre part, les erreurs commises par l'IA pourraient entraîner des tensions conflictuelles involontaires. Les officiels chinois préconisent donc l'établissement de normes en la matière, et la Chine voudrait jouer un rôle moteur dans la création de telles normes.

Mais l'intensification des usages militaires de l'IA est attendu par la Chine qui exporte déjà des modules armés ou de surveillance autonomes grâce à l'IA. NORINCO, l'une des principales entreprises du secteur prévoit une généralisation des armes létales autonomes à horizon 2025. La Chine travaille également sur les véhicules militaires

autonomes, ainsi que sur des drones qu'elle exporte déjà en Arabie-Saoudite et aux Emirats Arabes Unis.

Le Ministère de la défense national a établi deux organisations pour promouvoir la recherche en IA d'usage militaire via son Institut national d'innovation en technologies de défense (National Innovation Institute of Defense Technology) : le Centre de recherche sur les systèmes sans équipage (Unmanned Systems Research Center) et le Centre de recherche sur l'intelligence artificielle (Artificial Intelligence Research Center).

Semi-conducteurs

Etat du marché à septembre 2019

Les ventes du secteur de semi-conducteurs chinois ont doublé depuis 2014, passant de 301 milliards de yuans (38 milliards d'euros) à 653 milliards de yuans (82 milliards d'euros) en 2018, soit +21% sur un an (source : China Semiconductor Industry Association). La valeur ajoutée se répartit comme suit. Design : 252 milliards / Fabrication 182 / Packaging : 219. Cependant les importations sont également en hausse, représentant 2 014 milliards de yuans (271 milliards d'euros) en

Cryptomonnaie

Etat du marché à septembre 2019

La banque centrale chinoise, la Banque populaire de Chine (BPC), travaille sur un projet de cryptomonnaie depuis 2014, qu'elle a déjà testé ; il s'agit d'une cryptomonnaie basée sur le yuan (ce que l'on qualifie de stablecoin), et qui sera étroitement contrôlée par le gouvernement. Cela doit permettre à la Chine de digitaliser son cash et s'inscrit dans le prolongement naturel des changements des pratiques en Chine. En 2019 et face à la montée

Enfin, le cabinet CBInsights a recensé 91 licornes chinoises leader dans le secteur de l'IA, à janvier 2019.

Actualités

Février 2019. Le ministère de l'éducation annonce l'ouverture de 400 formations supérieures de niveau master dans le domaine de l'Intelligence Artificielle et de la robotique, sur l'année 2019.

2018, en hausse par rapport à 2017 (1850 milliards de yuans soit 235 milliards d'euros).

Actualités

Juillet 2019. Présentation du semi-conducteur Tianjic par un groupe de chercheur chinois de l'Université Tsinghua et présenté comme le premier pas significatif sur la voie de l'Intelligence artificielle générale (IAG ou GAI).

de la concurrence (notamment le Libra de Facebook), la Chine va accélérer son développement.

Actualités

Décembre 2019. Tencent lance un labo de recherche sur les cryptomonnaies. Il travaillera en collaboration avec la Banque populaire de Chine sur cette question.

Impression 3D

Etat du marché à fin 2019

Les entreprises cotées à Hong-Kong ont fabriqué pour 51 millions de yuans (6,7

millions d'euros) de produits imprimés en 3D pour le premier semestre de 2019, contre 10 millions de yuans (1,3 millions d'euros) au premier semestre 2015.



Secteur industriel

Acier / Robotique industrielle / Véhicules de chantier / Construction navale / Ferroviaire

Acier

Etat du marché à juin 2019

La production chinoise d'acier a été en forte hausse au premier trimestre, avec, en glissement annuel :

+ 9,29% sur la fonte brute (à 195 millions de tonnes produites)

+ 9,92% sur l'acier brut (à 231 millions de tonnes produites)

+ 10,82% sur l'acier laminé (à 269 millions de tonnes produites)

Cette hausse globale est due à une hausse de la demande au premier trimestre. Une seconde

hausse, plus modeste, est attendue pour le deuxième trimestre, qui constitue habituellement le pic saisonnier de production annuel. Les exportations ont crû de 12,6% à 17,03 millions de tonnes d'acier au premier trimestre, par rapport à la même période l'an passé ; dans le même temps les importations ont baissé de 16,1% à 2,90 millions de tonnes. Au niveau mondial, les prix de l'acier ont recommencé à croître, après les baisses subies depuis entre novembre 2018 et janvier 2019.

Robotique industrielle

Actualités

Septembre 2019. Le fabricant suisse de ligne de montage industrielle robotisée ABB implante en Chine une nouvelle unité de

recherche et de fabrication à Kangqiao (Shanghai) : "des robots fabriqueront des robots". Le montant total de l'investissement est estimé à 150 millions d'euros.

Véhicules de chantiers

Etat du marché à janvier 2019

De 2012 à 2016, le marché avait connu une importante récession, mais depuis, l'embellie a permis d'effacer largement les

pertes. Les ventes de véhicules de chantiers ou miniers ont augmenté de 41% en 2018 par rapport à 2017 (184 000 pelleteuses vendues). Les ventes devraient cependant se stabiliser en 2019, au niveau précédemment observé.

Construction navale

Etat du marché à juillet 2019

L'industrie navale fait partie des dix secteurs stratégiques du plan industriel Made in China 2025. La Chine est devenue le premier constructeur mondial, devant la Corée du Sud. Ses entreprises, China Shipbuilding Industry Corp. (CSIC) et China State Shipbuilding Corp. (CSSC) ont généré 66 milliards de dollars de CA en 2019 pour un profit de 1 milliard de dollars. Cependant le carnet de commande chinois est de 13% du marché mondial, contre 25% pour la Corée du Sud. CSIC possède principalement des chantiers au nord-est de la Chine et est tourné vers le naval de défense, quand CSSC, possède des chantiers au sud et se consacre davantage au civil.

Actualités

Décembre 2019. Lancement du porte-avion de classe Type 002, le Shandong, conçu et réalisé intégralement en Chine ; il sera basé à Sanya (Hainan) et équipé de chasseurs J-15. Il vient rejoindre le porte-avion Liaoning, ancien porte-avion soviétique restauré et basé à Dalian (Liaoning).

Juillet 2019. China Shipbuilding Industry Corp (CSIC) et China State Shipbuilding Corp. (CSSC) ont annoncé leur projet de fusion, visant à éviter une lutte fratricide sur les marges et pour lutter contre le rapprochement des deux principales firmes sud-coréennes.

Ferroviaire

Actualités

Décembre 2019. Ouverture de la ligne à haute vitesse (Gaotie) Pékin - Zhangjiakou - Ulanqab, qui permet la desserte de la Mongolie intérieure (connexion avec le Gaotie Ulanqab-Hohhot-Baotou). Les temps de parcours sur la ligne Pékin-Ulanqab passent de 7h30 à 1h45.

Décembre 2019. Ouverture de la section à haute-vitesse (Gaotie) Yibin-Guiyang, qui achève la ligne Chengdu-Guiyang (à travers le Sichuan, le Yunnan et le Guizhou). Le temps de parcours sur la ligne sera raccourci de 1h et

sera d'environ 3h ; la ville de Guiyang sera connectée à Chongqing et Xi'an par ce nouveau tronçon.

Septembre 2019. CRRC est sur le point de reprendre l'activité locomotive du groupe allemand Vossloh via sa filiale CRRC Zhuzhou Locomotive. L'objectif est d'appriivoiser la régulation européenne en matière d'homologation via l'expertise de Vossloh ; le défaut de connaissance de ces procédures avaient fait échouer le groupe à plusieurs appels d'offre en Europe (Source : Les Echos).



Internet

Multimédia / Tourisme

Etat du marché, à juin 2019

La Chine compte 802 millions d'utilisateurs d'internet, soit 18% du total mondial et un taux de pénétration d'environ 55%.

Tencent est en difficulté sur son marché intérieur, et a même connu un trimestre de

baisse de ses profits (T2 2018). Il pâtit de la montée de Bytedance qui compte 300 millions d'utilisateurs de sa plateforme Douyin (publication de courtes vidéos) et possède aussi Toutiao, agrégateur d'actualité le plus populaire.

Tourisme

Etat du marché à janvier 2019

Les agences de tourisme en ligne ont désormais un marché de 1 080 milliards de yuans (160 milliards de dollars), en hausse de 30% par rapport à 2018 (chiffres : AKSCI Consulting Co). Le nombre de clients est passé de 347 millions en 2017 à 400 en 2018 (+15%), après avoir presque doublé sur 5 ans. Le marché est dominé par Ctrip qui depuis son rachat de la firme Qunar en 2015, est ultra-dominateur avec 60% de parts de marché. Ctrip a fait environ 690 milliards de yuans de CA en 2017, soit 90 milliards d'euros. Présent uniquement en ligne, la firme souhaite se diversifier en ouvrant 8 000 magasins physiques à travers le pays courant 2019.

Actualités

Mars 2019. Le groupe allemand TUI annonce un partenariat stratégique avec Ctrip pour la vente sur la plateforme Ctrip de l'intégralité du catalogue de sa plateforme Musement dédiée aux excursions et activités (150 000 produits dans 1900 villes du monde entier).

Multimédia

Etat du marché à février 2019

Le marché des vidéos en ligne a augmenté de 40% au cours de l'année 2018, avec 600 millions de personnes qui ont diffusé du contenu vidéo ou audio. Les grands acteurs du marché de la diffusion de contenu sont Alibaba via sa plateforme Youku et Tencent.

Actualités

Février 2019. Alibaba prend une participation dans la plateforme de diffusion de vidéos Bilibili (93 millions d'utilisateurs actifs) qui touche surtout les fans de mangas et de jeux vidéo. Alibaba sera actionnaire à 8% de Bilibili, aux côtés de Tencent (12,8%). La capitalisation boursière de Bilibili (cotée au Nasdaq) est 5,7 milliards de dollars.



Santé / Chimie

Médical / Chimie et parachimie / Impressions 3D médicales

Médical

Actualités

Juillet 2019. Genfit (biotech française) cède les droits exclusifs de développement, d'enregistrement et de commercialisation de l'Elafibranor en Chine à l'entreprise Terns Pharmaceuticals (Chine, Shanghai et San Francisco, spécialiste des traitements contre les maladies du foie) contre 35 millions d'euros plus des commissions plafonnées à 170 millions d'euros.

Mars 2019. Le fabricant de robotique médicale TMiRob Technology clôture un tour de table

de 250 millions de yuans (34 millions d'euros) auprès notamment de ZJ Venture, la société d'investissement de Shanghai Zhangjiang High-Tech Park, CDH Investments, IDG et Ecovacs, le plus grand fabricant chinois de robotique domestique.

Février 2019. Le laboratoire de l'Académie des Sciences de Shanghai annonce le clonage de cinq singes génétiquement modifiés pour être malades, dans le but de faire avancer la recherche médicale.

Chimie et parachimie

Actualités

Janvier 2019. BASE. L'entreprise a signé un accord avec la province du Guangdong pour

l'implantation d'un complexe chimique dans la ville Zhanjiang. L'investissement total envisagé est de 10 milliards de dollars.

Impressions 3D médicales

Etat du marché à fin 2019

Source : China Daily, European Weekly, 10 janvier 2020

Peu de statistiques officielles concernant ce marché en Chine ; néanmoins, le secteur est plein essor, avec l'autorisation

gouvernementale portant sur plusieurs modèles d'implants fabriqués à l'aide d'une impression tri-dimensionnelle. Cependant, les implants personnalisés ne peuvent encore être utilisés que dans les cas d'essais cliniques. Les deux acteurs principaux du marché sont Medprin (Allemagne) et AK Medical Holdings (Chine, Pékin).



Services

Hôtellerie / Appartements partagés

Hôtellerie

Etat du marché, à mars 2019

La Chine compte 5 groupes hôteliers dans les 15 premiers mondiaux. Le leader, Jinjiang International (actuellement 4ème mondial) possède le groupe français Louvre Hôtels (Première Classe, Campanile, Kyriad, Golden Tulip) et a racheté ses principaux concurrents Plateno et Vienna. Il s'apprête à racheter Radisson Hotel Group auprès de HNA qui poursuit son désendettement. Il pourrait alors devenir le deuxième acteur du marché mondial, derrière Marriott. Jinjiang (676 490 chambres dans le monde) est contrôlé par la municipalité de Shanghai, mais certaines de ses entités sont cotées. Les autres concurrents chinois sont : BTH Hotels (384 743 chambres), Huazhou qui opère des hôtels en franchise de

grandes marques comme Mercure ou Novotels (357 117 chambres), Greentree Inns Hotel Management (191 042 chambres). Radisson Hotels Group possède 189 059 chambres dans le monde.

Actualités

Septembre 2019. L'entreprise Louvre Hôtels (FR), propriété de Jinjiang (CH) va ouvrir deux nouveaux hôtels en Syrie.

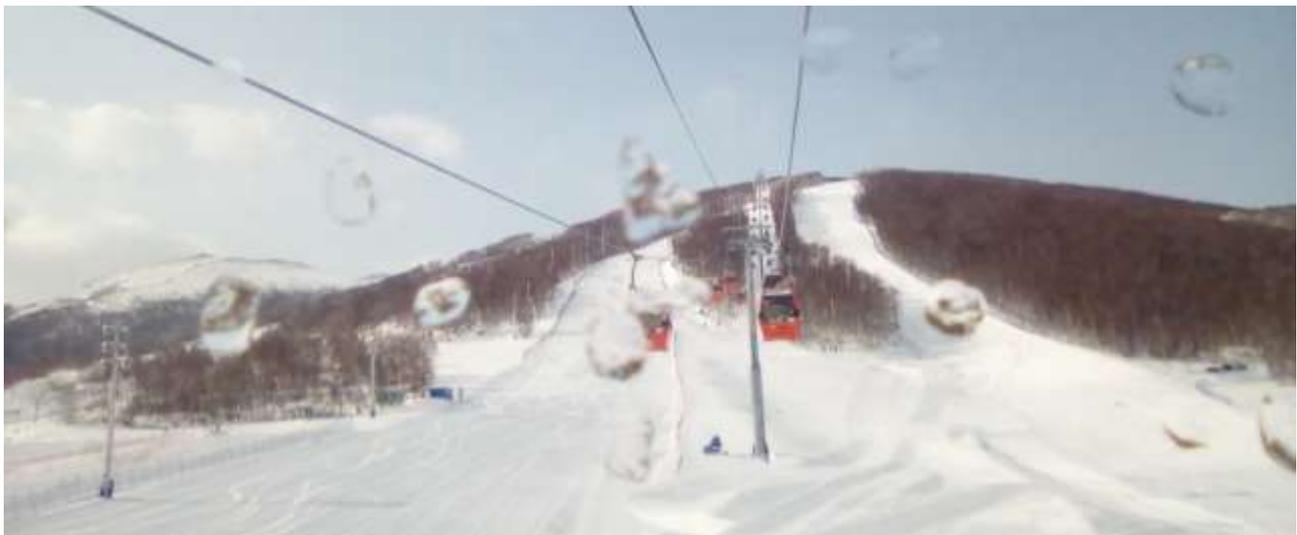
Printemps 2019. Ouverture du mégacomplexe de loisirs Atlantis à Sanya (Hainan), sur plus de 20 hectares, par Club Med.

Appartements partagés

Etat du marché à janvier 2019

En 2020, les revenus du secteur sont attendus à 50 milliards de yuans (6,5 milliards d'euros) ; les projections prévoient 100

millions de locataires pour 6 millions d'appartements partagés d'ici la fin de l'année (Centre d'information national). Airbnb connaît une expansion considérable, et est présente dans 24 villes.



Sports

Sports d'hiver / Football

Actualités

Janvier 2019. L'Administration générale du sport et la Commission nationale de

développement et de réforme ont déclenché un plan d'action pour augmenter la consommation liée au sport. Ce plan est doté de 1 500 milliards de yuans, soit 223 milliards de dollars.

Sports d'hiver

Etat du marché à février 2019

La Chine va accueillir en 2022 les Jeux Olympiques d'hiver. C'est pour elle une occasion de promouvoir et développer les sports d'hiver partout sur son territoire. Le gouvernement a fixé pour objectif d'amener 300 millions de personnes à aller aux sports d'hiver d'ici 2022. Il favorise donc la création de nombreuses stations de ski à travers un plan d'équipement national. En janvier 2019, un nouveau plan doté de 1 500 milliards de dollars a été dévoilé (voir plus haut) ; il doit permettre d'accélérer encore la phase d'équipement. Les sites sont principalement concentrés dans le Yunnan, le Zhejiang, le Hebei et le Nord-est. Pour le gouvernement, l'objectif est double : soutenir la consommation chinoise, mais aussi, développer des régions montagneuses souvent délaissées.

La Chine a ouvert 39 nouvelles stations pour l'hiver 2018-2019, portant le nombre de total de stations à 742. 21 millions de Chinois se sont rendus dans ces nouvelles

infrastructures en 2018, soit 14,4% de hausse par rapport à 2017. Le marché pâtit d'un taux de fidélisation très bas, puisque seuls 22% des clients, principalement régionaux, reviennent régulièrement. Inversement, 75% d'entre eux ne viendront qu'une fois dans l'année.

Enfin, il va se développer un marché important de consommateurs chinois pour les stations de ski occidentales. En effet, une fois l'apprentissage du ski terminé, le sportif chinois pourra être intéressé par des stations plus grandes, plus pentues et mieux enneigées qui ne seront construites qu'à long-terme en Chine.

Actualités

Mars 2019. Le groupe Amer Sports, propriétaire des skis Salomon a été racheté par un consortium mené par Anta Sports (Chine, vêtements de sport) et Tencent.

Football

Actualités

Juillet 2019. Jack Ma annonce que la Fondation Alipay va donner 130 millions d'euros sur 10 ans à la sélection féminine

chinoise pour : « la prévention et le traitement des blessures, le développement de carrière des joueuses retraitées, le développement technique et la formation des entraîneurs, et le développement des jeunes. »



Télécommunications

Terres rares / 5G / Téléphonie / Opérateurs

Terres rares

Etat du marché à juillet 2019

Source : Les Echos du 2 juillet 2019

La Chine détient 40% des réserves connues de terres rares, utilisées principalement dans les télécommunications. Ces 17 minerais précieux ont permis son décollage dans les nouvelles technologies de la communication, dès les années 1980. Cependant, la Chine serait désormais devenue la première importatrice mondiale de terres rares en 2018 (source : Cabinet Adamas), pour compenser des dépôts exploitables qui ne sont pas tous viables économiquement.

Cette ressource n'est en réalité pas aussi stratégique que le pétrole, car il resterait 1 239 années de réserves (en tenant compte de la

consommation de 2014) ; d'autre part, si les Etats-Unis importent 80% de leur besoin de Chine, ils tentent de diversifier leurs sources d'approvisionnement avec l'Australie et la République démocratique du Congo. Les Etats-Unis avaient en outre sous-traité une grande partie de leur production, parce que celle-ci est très polluante ; mais ils pourraient, face aux menaces d'embargo chinoises, accélérer la relance de leur filière. Or, pour être efficace, un embargo sur les terres rares devrait concerner le monde entier, ce qui le rend très improbable, car il écornerait la crédibilité chinoise. En 2015, la Chine avait dû faire marche arrière et supprimer la mise en place de quotas d'exportations, face à une condamnation de l'OMC et au développement important d'une contrebande.

5G

Etat du marché à mars 2019

Le plan de déploiement de la 5G au niveau national en Chine pour 2020 prévoit le déploiement de 550 000 stations 5G : 250 000 pour le consortium China Unicom (villes du

nord) / China Telecom (villes du sud) et 300 000 pour le leader China Mobile. A fin juin, 100 000 doivent être installées pour assurer la couverture de 47 villes.

Perspectives à février 2019

Le développement de la technologie 5G est prévu par le 13^{ème} plan quinquennal (2016-2020). Cette technologie devrait permettre des vitesses de téléchargement jusqu'à 20 gigabits par seconde. Cette vitesse permettra, outre de télécharger instantanément des films en HD sur les téléphones, de développer l'internet des objets, nécessaire aux voitures autonomes, aux villes intelligentes, à la réalité virtuelle ou encore à la chirurgie du futur.

Les premières licences 5G devraient être confiées aux opérateurs télécoms entre le deuxième semestre 2019 et le premier semestre 2020, pour un développement qui s'échelonne jusqu'à 2025. La Chine contribue également à la coopération sur le sujet, en relation avec l'Union internationale des télécommunications (ITU).

La mise sur le marché des premiers appareils chinois (Huawei, Oppo, Xiaomi, Vivo, Lenovo, OnePlus et ZTE) devrait intervenir dans le courant de l'année 2019.

Huawei. L'entreprise a annoncé en 2018 qu'elle allait dépenser près de 5,5 milliards de yuans (environ 700 millions d'euros) dans la recherche sur la technologie 5G. En Europe, elle a conclu des partenariats en Italie, Grande-Bretagne et Allemagne pour des expérimentations à l'échelle de villes, et notamment pour Milan, Turin et surtout Londres. En France, Bouygues Telecom qui

avait été partenaire de Huawei dès 2012 pour le lancement de la 4G, aidera l'entreprise à expérimenter la 5G à Bordeaux. Cependant à juin 2019, Huawei subissant les effets de la guerre commerciale sino-américaine, a annoncé que son retard serait pris dans son programme.

Xiaomi. L'entreprise va investir 10 milliards de yuans soit environ 1,5 milliards d'euros en R&D au cours de l'année 2019 et anticipe le recrutement de 10 000 personnes dans le cadre de ce développement.

Actualité

Juillet 2019. En France, la Loi de sécurisation des réseaux 5G, visant à répondre aux critiques émises par les Etats-Unis à l'encontre de Huawei (existence de portes dérobées en vue d'espionnage) est sur le point d'être adoptée par l'Assemblée nationale. Elle vise à obtenir davantage de sécurité sans ralentir le déploiement de la 5G prévu pour 2020 en France.

Juin 2019. La Chine attribue les premières licences 5G dans l'objectif de couvrir 50 villes à fin 2019.

Avril 2019. Oppo présente son téléphone 5G, le Reno 5G, qui est la première utilisation commerciale de cette technologie.

Téléphonie

Etat du marché à mars 2019

Le marché mondial des smartphones, duquel dépendent fortement tous les constructeurs télécoms chinois, est en baisse au premier trimestre 2019 (-6,6% en glissement annuel, à 311 millions d'unités venues sur douze mois). Pour les constructeurs chinois, les perspectives deviennent de plus en plus inquiétantes pour la suite de l'année 2019, voir même l'année 2020 (cf les nouvelles prévisions de Huawei).

En 2018, 40% des smartphones de marque chinoise ont été vendus hors de Chine, contre 31% en 2016 (chiffres Rapport Gfk). Ainsi, Xiaomi, durement concurrencé sur son marché intérieur, a vu ses ventes à l'international exploser (smartphones, trottinettes électriques) jusqu'à représenter 40% de ses ventes contre 28% en 2017.

Actualités

Août 2019. Huawei lance son système d'exploitation, HarmonyOS (en chinois

HongmengOS), conçu en opensource afin que d'autres fabricants de smartphones puissent l'utiliser. Il sera expérimenté progressivement sur les gadgets Huawei, avant d'être lancé à l'international probablement à mi-2020. D'après le quotidien de Hong-Kong, South China Morning Post, un projet secret est en préparation depuis 2012, dans le cadre de la stratégie de Huawei de devenir un champion autonome. Le groupe proposera aux éditeurs

d'application venant sur son App Gallery une belle exposition au gigantesque marché chinois, ainsi qu'une commission réduite de 30% pour Apple et Google à 10%.

Février 2019. Wiko, marque française produisant en Chine (propriété du chinois Tinno) se lance sur le marché américain, où elle rejoint OnePlus, autre constructeur chinois.

Opérateurs Télécoms

Etat du marché à septembre 2019

La Chine compte trois opérateurs mobiles historiques (téléphonie et internet) : China Unicom (Zhongguo Liantong), China Telecom (Zhongguo Dianxin) et China Mobile (Zhongguo Yidong - leader du marché avec 938 millions d'abonnés). La fusion entre les deux premiers a été définitivement abandonnée au profit d'une solution alternative, concernant le déploiement de la 5G (cf rubrique 5G).

Actualités

Septembre 2019. Mise en place d'un partenariat entre China Unicom et China Telecom pour le déploiement de la technologie 5G dans le pays jusqu'en 2026. China Unicom construira les réseaux dans les mégapoles du nord, et China Telecom pour celles du sud. 46 milliards d'euros d'économies doivent ainsi être dégagés.



Tourisme

Croisières

Croisières

Etat du marché à mars 2019

Le marché de la Croisière est en augmentation en Chine : sur les 30 millions de passagers au niveau mondial, 2,5 millions étaient chinois. Les perspectives sont très favorables avec un marché à terme qui pourrait concerner 20 à 30 millions de Chinois par an (source groupe Carnival). Le géant mondial Carnival (marques Costa et Princess) possède

4 navires Costa en Chine et 1 pour Princess. Il s'est également allié à China State Shipbuilding Corporation (CSSC) au sein de la co-entreprise CSSC Carnival pour l'exploitation de deux navires de croisières Costa et de deux navires chinois en construction par Shanghai Waigaoqiao Shipbuilding (SWS). L'italien Ficantieri apportera une aide technique pour la construction de ces navires.

Feuille de route - Retail en Chine

Avec plus de 400 millions de consommateurs, principalement situés dans les 308 villes de plus d'un million d'habitants, la Chine est en passe de devenir le premier marché du monde. Vos produits peuvent s'implanter et trouver leur clientèle, pour peu d'avoir un peu de méthode – et de bons conseils particuliers.

Des premiers clients à la conquête d'un marché, cette feuille de route rapide permet d'envisager en quelques minutes les différentes étapes nécessaires à la distribution de vos produits en Chine.

I. Avant de commencer

- **S'assurer qu'un potentiel existe pour vos produits**, que le marché n'est pas déjà saturé de produits similaires, ou qu'il n'existe pas une incompatibilité fondamentale entre le marché chinois et vos produits (élément culturel qui ferait qu'ils seraient rejetés).
- **Cibler un marché.** Comme pour toute entreprise de vente, il faut cibler son marché, mais en tenant compte de spécificités chinoises. D'abord, la taille du pays impose de trouver un point d'entrée et de rayonner autour. La segmentation géographique est renforcée également par le poids des réseaux sociaux : un produit connu à Shanghai n'aura pas forcément la même notoriété à Pékin. Ensuite, les critères sociaux (âge et classes sociales) privilégiés peuvent être légèrement différents de ceux que vous observez en Europe. Vous aurez l'occasion d'ajuster votre cible, mais il faudra profiter des premiers échos pour réagir rapidement si besoin ; prenez bien entendu tous les avis des locaux, si vous n'avez pas la possibilité de commander une étude de marché.

II. Les premiers clients

- **Un compte WeChat perso et d'entreprise.** Une entreprise est poussée en Chine par son dirigeant ou exécutif important capable de nouer des relations personnelles avec des dirigeants chinois. Il importe donc de pouvoir établir et garder un contact avec ces personnes-ci, même en anglais.
- **Une documentation traduite en chinois.** Une telle documentation permettra d'alimenter le compte WeChat de votre entreprise, de présenter vos produits aux partenaires et distributeurs potentiels, et ce, même si vous ne maîtrisez pas personnellement le chinois. En effet, il n'est pas rare qu'un exécutif non-anglophone s'entoure d'un conseiller anglophone qui assurera la liaison avec vous. Pour toucher le décideur plus directement, il faut donc pouvoir communiquer des informations précises, dans sa langue maternelle.
- **Se rendre sur place.** Pour toucher vos premiers clients, vous devez trouver un premier distributeur. L'organisation d'un tel déplacement est primordiale. Vous devez-vous faire conseiller, pour organiser plusieurs rendez-vous, si possible sur plusieurs jours, et établir une relation de confiance avec le ou les distributeurs que vous élirez, ce qui implique de passer du temps avec eux. Trouver un contact commun qui vous introduira et vous conseillera est une bonne manière de gagner du temps.
- **Le e-commerce.** Distribuer ses produits sur internet, dès le début, est une nécessité pour gonfler rapidement un carnet de commande. Il est très facile d'être distribué par Taobao, la plateforme d'Alibaba, mais cela implique de trouver un distributeur sur place qui s'en occupe, au moins dans un premier temps.

A l'issue de cette phase, vous devriez être en mesure de commencer une activité. Elle peut s'avérer rentable au début, mais sur un

marché aussi dynamique que la Chine, vous ne pouvez pas arrêter à ce stade, au risque de voir la part de marché conquise initialement se dégrader, et vos partenaires se décourager. En cas d'échec commercial, il faut faire un premier diagnostic et parfois prendre la décision de se retirer si les frais induits pour se maintenir sont trop élevés. Il est possible que vous n'ayez pas proposé le bon produit de votre gamme. Consultez alors vos partenaires, pour essayer d'inverser la tendance et de mieux répondre aux attentes du marché.

III. Conquérir un marché

□ **Structurer son réseau de distribution.** Si votre produit a plu, les capacités vendues vont augmenter. Il importe donc de pouvoir faire face à la future demande, tout en restant flexible (le marché chinois étant extrêmement volatile). Deux solutions se présentent à vous. **1.** Vous avez la possibilité de développer une structure sur place ; vous pouvez alors louer des locaux pour entreposer vos stocks et les expédier sur toute la Chine. **2.** Vous choisissez d'élire un partenaire pour prendre en charge cette distribution. Il faudra alors s'assurer à la fois de votre parfaite entente avec lui, de sa pérennité financière et de son aptitude à assurer les livraisons et l'approvisionnement avec régularité.

□ **Construire sa notoriété.** Ici plusieurs étapes sont nécessaires, et qui doivent accompagner le développement de vos ventes ; le moment doit être choisi judicieusement, de manière à ne pas prendre un risque financier trop grand, mais tout en entretenant la dynamique de croissance. **1.** Ouvrir un bureau de représentation sur place doté d'un personnel à vocation commerciale capable de multiplier vos partenaires et points de distribution. En fonction de votre capacité à couvrir le terrain, vous pourrez rapidement ouvrir un second et un troisième pour couvrir à minima les régions côtières via les villes de Pékin, Shanghai et Canton. **2.** Ouvrir un flagship. Passer un cap en matière de notoriété peut être rendu possible par l'ouverture d'un flagship en propre dans une grande ville. Il permettra d'organiser des événements autour de la

marque et d'assurer son implantation dans le paysage économique chinois.

□ **Les alliances.** S'allier avec un concurrent, ouvrir une joint-venture avec une société chinoise peuvent devenir nécessaires, notamment lorsque, pour faire face à une hausse importante des volumes vendus, on souhaite ouvrir un site de production local. Il faut alors bien choisir ses partenaires et être conseillé par des cabinets spécialisés. La qualité du conseil et du partenaire fera la dynamique de l'alliance. Il peut s'avérer également intéressant de développer des magasins sous franchise, pour cibler certaines villes secondaires ; il faut instaurer un strict cahier des charges, et un système de vérification. Enfin, pour pouvoir se concentrer sur les régions les plus propices au développement des produits de la marque, on peut assurer leur distribution dans le reste de la Chine en passant un contrat avec un distributeur exclusif pour certaines provinces et pour une durée donnée, qui permettra de préparer une extension nationale de la vente du produit.

A ce stade, la croissance des ventes devrait suivre la croissance de votre notoriété. Mais il faut considérer certains principes. La croissance de la consommation chinoise est toujours forte, mais les plus importants relais ne se situent plus dans les grandes villes, mais dans les villes de second et troisième rang (online et offline), où la population commence à accéder à des revenus permettant de consommer. Ces endroits ne sont donc pas à négliger, même si, pour votre influence de marque, il est nécessaire d'avoir des ventes conséquentes dans les villes principales. D'autre part, densifier son réseau de vente sur une région est souvent plus habile que de vouloir à toute force s'implanter dans les villes de premier rang. La notoriété croît plus rapidement en se concentrant sur un secteur géographique. Enfin, la question d'avoir des partenaires institutionnels devient rapidement incontournable, passé un certain volume d'affaires ; elle vous permettra d'être guidé à travers la bureaucratie chinoise et d'obtenir plus facilement les diverses autorisations qui vous seront nécessaires pour grossir.



Présentation générale

L'Initiative des Nouvelles routes de la Soie a été lancée par le Président Xi Jinping en 2013, peu après son accession au pouvoir. Elle concerne non seulement les pays situés sur les anciennes routes de la soie, en Asie centrale, mais aussi les pays d'Asie du sud-est et d'Afrique de l'est (routes de la soie maritimes). Sa dénomination chinoise, « une ceinture, une route » n'est pas porteuse d'une dénomination géographique claire, ce qui induit que l'initiative est susceptible d'être élargie indéfiniment. L'objectif initial affiché était de relier la Chine à l'Europe, son principal débouché commercial, par de nouvelles voies terrestres et maritimes. Le second objectif initial, dénoncé avec force par les Etats-Unis, était d'écouler les énormes surcapacités chinoises. Enfin, l'initiative répond également à un besoin intérieur : s'ouvrir vers l'ouest et désenclaver les provinces des marges et de l'intérieur du pays. En 2012, les provinces de l'ouest ne constituaient que 20% du PIB chinois, à peine 3% de mieux qu'en 2000 (date de début du développement des provinces de l'ouest).

Dans les faits, l'action de la Chine se caractérise par de nombreux prêts offerts à des gouvernements de pays ciblés pour la construction d'infrastructure. En échange, le maître d'ouvrage est la plupart du temps une entreprise d'Etat chinoise. En garantie en cas d'insolvabilité, l'exploitation de l'ouvrage revient à des une autre entreprise chinoise.

Historique

Le 7 septembre 2013, le Président Xi a prononcé le discours fondateur intitulé « Promouvoir l'amitié entre les peuples et travailler ensemble à construire un avenir brillant ». Il établit cinq axes de coopération : communication politique, connectivité routière, circulation monétaire, compréhension entre les peuples et construction d'une route de la soie économique (terrestre – la « ceinture »). La composante maritime est annoncée le mois suivant – la « route » (Route maritime de la soie du 21ème siècle). La Banque asiatique d'Infrastructure et d'investissement (AIIB) est lancée en 2014, pour appuyer cette initiative ; 57 Etats en deviennent les membres fondateurs. Les Nouvelles routes de la Soie doivent se développer jusqu'en 2049, année du centenaire de la République Populaire de Chine.

Contexte macro-économique

Suite à la crise de 2008, le monde s'est enfoncé dans une période de stagnation de la richesse mondiale, de ralentissement de la croissance de la productivité et d'incertitude économique. Les investissements transfrontaliers et le commerce mondial ont stagné et un ajustement structurel de l'économie mondiale s'est enclenché. Cet ajustement s'est caractérisé la montée de barrières protectionnistes à l'extérieure des zones de libre-échange, et par un approfondissement de l'ouverture des marchés développés entre eux (TAFTA, CETA). Le

corollaire étant la définition de normes techniques, sécuritaires ou environnementales avantageant les deux parties. La Chine a donc été confrontée au risque de se retrouver marginalisée dans le commerce mondial. L'initiative des Nouvelles routes de la Soie est donc une réaction à ce contexte international défavorable, et constitue même une contre-offensive économique face aux pays industrialisés. Parallèlement, un très grand travail est effectué pour fonder la croissance chinoise sur la qualité, l'innovation et l'efficacité.

D'autre part, la Chine cherche à limiter sa dépendance à certaines infrastructures et normes étrangères pour mieux gérer les flux internationaux, par exemple sa dépendance en matières premières. Elle vient compléter la stratégie de sécurisation des routes maritimes par des bases militaires, appelée autrefois par les Américains "Stratégie du collier de perles".

Spécificité

L'initiative des Nouvelles routes de la Soie casse le cadre désormais traditionnel de l'organisation régionale : elle propose un cadre ouvert et inclusif à une coopération régionale et reçoit positivement les initiatives extérieures. Elle pâtit cependant, depuis le début de l'opposition de principe de pays occidentaux redoutant l'extension de l'influence chinoise. L'initiative donne également un rôle aux organisations multilatérales comme l'Organisation de coopération de Shanghai, l'APEC, l'ASEAN+1, etc.

Mais c'est principalement la puissance financière chinoise qui fait la force des Nouvelles routes de la Soie : elle est capable de financer un nombre toujours croissant de projets, sans craintes d'insolvabilité de la part des créanciers. Sa force d'entraînement découle de là, car elle incarne aux yeux des autres pays de l'Initiative la possibilité de réussite économique : c'est ce qu'incarne le slogan maintes fois répété « win-win ».

Route de la Soie polaire

Source : Les Echos du 4 juillet 2019

La route du nord est, passant au nord de la Sibérie, est devenue un axe important pour les Chinois. « Ce raccourci maritime, qui réduirait de 40% le trajet entre Rotterdam et Shanghai, ouvre de prometteuses possibilités de transport entre Europe et Asie pour concurrencer la voie surchargée du canal de Suez. » A Arkhangelsk (nord de Saint-Pétersbourg), une voie ferrée est en construction pour relier l'extrémité de la route maritime aux extrémités européennes des Routes de la Soie. Les Chinois s'investissent également dans le processus géopolitique en cours pour la réglementation de la navigation dans la région, en coordination avec la Russie. Et s'engagent dans des processus industriels comme la méga-usine de GNL à Yamal (financement chinois, opérée par Total et le Russe Novatek), lancée en décembre 2017. Le trafic par cette route devrait être multipliée par deux en deux ans ; Cosco, le transporteur chinois y a fait passer 8 convois en 2018, et en prévoyait 16 pour 2019, grâce notamment au brise-glace chinois Xue Long.

Participation des sociétés non-chinoises

Un rapport de la Chambre de commerce de l'Union Européenne en Chine de 2020 pointe le manque de transparence des appels d'offre, qui empêche les entreprises européennes de participer pleinement à l'initiative. Elle demande par exemple la mise en place d'un site internet recensant les appels à projet. Ce rapport détaille également la montée des normes chinoises dans le cadre des projets des Nouvelles Routes la Soie, qui défavorise les entreprises européennes.

Actualités

Point d'actualité, à mars 2019

Le commerce entre la Chine et les autres pays de l'initiative des Nouvelles routes de la Soie devrait augmenter en 2019 de 56 milliards pour les importations et 61 milliards pour les exportations (Chiffres Euler Hermès).

Actualités

Mars 2019. L'Italie annonce sa participation aux Nouvelles routes de la Soie. En plus de la

construction commune du port en eaux profondes de Venise, (peut-être également Trieste et Vado) et de l'accès à la ligne ferroviaire de fret China Railway Express, l'Italie espère attirer des investissements en Sicile. L'accord sur la communication 5G fait également partie des négociations, de même que des coopérations dans des pays tiers.

Mars 2019. La Finlande et l'Estonie s'en rapprochent également, pour obtenir le financement d'un tunnel sous la Baltique, via le fonds Touchstone Capital Partners Ltd (détenu à parité par 15 entreprises publiques chinoises et 15 institutions internationales).

Mémoire - *La conception chinoise du droit international public, de 1949 à nos jours* - par Henri Chéron

Introduction

« La Chine respectera le droit des peuples à choisir en toute indépendance leur voie de développement, défendra l'équité et la justice internationale, et s'opposera à ce que l'on s'ingère dans les affaires intérieures d'autrui, que l'on impose sa volonté aux autres, et que l'on abuse de sa puissance. La Chine ne cherchera pas à se développer au détriment des intérêts d'autres pays, ni ne renoncera à ses propres droits et intérêts légitimes. Personne ne doit s'attendre à ce que la Chine avale des couleuvres au détriment de ses intérêts. Fidèle à sa politique de défense nationale à caractère

défensif, elle ne sera jamais une menace pour qui que ce soit. Et quel que soit le degré de développement qu'elle aura atteint, la Chine ne recherchera jamais l'hégémonie ni l'expansion. (Xi Jinping, 2017) » Depuis l'avènement de la République populaire de Chine (RPC) le 1er octobre 1949, et de l'époque du président Mao Zedong jusqu'à la Chine du président Xi Jinping, la Chine s'est progressivement intégrée dans la communauté internationale à travers le développement de ses relations diplomatiques et de ses rapports avec le droit international public.

Texte complet disponible sur <http://afcdcp.wifeo.com/>



Relations sino-africaines

par Monsieur LI Dan, Directeur du département d'études francophones de l'Institut de Diplomatie de Chine et Chercheur au Centre d'Etudes africaines
et Mademoiselle AN Na (Anna), Diplômée de l'Institut de Diplomatie de Chine

Les relations sino-africaines ont été toujours considérées comme primordiales sur le plan stratégique par les différentes générations de dirigeants chinois depuis l'établissement de la République populaire. Aujourd'hui, sous la gouvernance du Président Xi Jinping, les « frères africains » ont une

place encore plus significative et stratégique dans l'action géopolitique chinoise et la diplomatie d'influence qu'elle déploie, notamment avec le lancement, puis l'extension de l'Initiative Ceinture et Route (BRI en anglais).

Le Sommet de Pékin 2018 du Forum sur la Coopération Sino-africaine (FCSA)

Le Sommet de Beijing 2018 du Forum sur la Coopération Sino-africaine a été considéré comme un des plus grands événements diplomatiques de l'année 2018. Selon l'ancien l'Ambassadeur de Chine au Congo, Monsieur Wu Zexian, « La coopération sino-africaine se fait en construisant une communauté de destin à travers de multiples projets de développement sur le continent africain. »

Qu'est-ce que l'on peut retirer de ce sommet ? Principalement, le Sommet a mis la

lumière sur les priorités de la coopération sino-africaine : le développement de l'industrie en Afrique et sa modernisation, le développement local des infrastructures, de l'agriculture, de la santé publique et de la culture en Afrique. C'était aussi un sommet très chargé qui se composait de toute une journée de tables rondes - du matin au soir le 4 septembre. Au total, 14 forums suivis ont eu lieu en même temps selon les différents sujets. Il y avait la discussion très intensive sur les projets, les plans et les stratégies de coopération.

Quelques idées reçues qui sont fausses, d'après **Monsieur Li Dan**, professeur à l'Institut de Diplomatie de Chine, chercheur du Centre de recherche sur l'Afrique de CFAU.

Investir en Afrique est autrement risqué car ce n'est pas rentable.

Même si ces dernières années, la Chine a beaucoup investi en Afrique, elle est encore loin d'être en tête sur la liste des investisseurs en Afrique. Selon le dernier rapport de l'investissement de l'ONU, le premier investisseur sur ce continent reste toujours les Etats-Unis, le deuxième, la Grande Bretagne, la France se trouve à la troisième place et la Chine se trouve derrière la France, donc quatrième investisseur en Afrique. Beaucoup d'occidentaux viennent ici investir leur argent, ce n'est pas pour le perdre, ce qui indique une rentabilité est minimale. De l'autre côté, aujourd'hui, dans la relation sino-africaine, de plus en plus d'acteurs privés ont suivi les pas du gouvernement chinois, qui était initialement le seul à investir. La présence d'argent privé peut donc nous rassurer sur la rentabilité des investissements ; ceux-ci produisent des effets dans une dynamique gagnant-gagnant et des bénéfices réciproques.

Dans ce même dossier, les investissements en infrastructures (routes, autoroutes, chemins de fer) ont une rentabilité limitée à court-terme en eux-mêmes, mais il faut penser aux impacts que ces infrastructures peuvent donner au développement de la région. Il faut donc adopter un point de vue de long terme et global.

Les Chinois sont là pour piller les ressources naturelles de l'Afrique

Le commerce en matière de ressources naturelles n'est pas un péché. Cela dépend des conditions sous lesquelles l'action commerciale se déroule. Beaucoup de pays africains possèdent d'abondantes ressources naturelles qu'ils veulent mettre en valeur de façon plus importante par une mise en concurrence des acheteurs. Ainsi, les nouveaux acheteurs comme la Chine, l'Inde ou d'autres pays voulant entrer sur le marché africain, permettent aux pays africains de renforcer leur capacité de négociation des prix. Donc dans

tous les cas, la Chine n'effectue jamais de pression ni politique ni militaire sur les commerçants africains. Tout cela se déroule vraiment sur la base de conditions d'équité et sur la base du principe gagnant-gagnant.

Effectivement la Chine exporte de produits beaucoup vers l'Afrique parce que depuis des années la Chine est devenue la première puissance manufacturière de notre planète, l'usine du monde. Dans les échanges commerciaux avec les « amis africains », les Chinois réalisent que pour un meilleur avenir contre la pauvreté, il faut compter sur le développement industriel. Donc aujourd'hui, ils coopèrent sur la modernisation, l'industrialisation et transfèrent la capacité productive de la Chine vers les pays africains. Sans industrialisation, sans secteur secondaire, les pays ne peuvent pas atteindre une vraie modernisation et un vrai développement. C'est le principe fondamental de la coopération sino-africaine.

La Chine exporte le « Modèle chinois » vers l'Afrique.

Même si le mot est beaucoup utilisé partout dans le monde, les Chinois n'aiment pas le mot « modèle » parce que nous ne voulons pas exporter le modèle chinois et ce n'est non plus le terme utilisé en Chine pour qualifier le développement issu des échanges avec le monde extérieur. En Chine, on parle davantage du partage de l'expérience du développement ; les expériences chinoises mais aussi dans deux sens. Il s'agit de montrer au monde extérieur ce qu'est la voie chinoise et non de l'imposer à des pays amis ; les amis africains peuvent retirer ce qu'ils trouvent utile parmi ce que la Chine a fait depuis quarante ans. Donc, ce qui compte pour la coopération est le partage de l'expérience et le développement dans beaucoup de domaines, pas seulement économique mais aussi culturel et même sur le plan de la gouvernance. Ces dernières années, beaucoup d'échanges ont été organisés et effectués entre les Chinois et les Africains.



Hong-Kong (Région administrative spéciale)

Etat du marché à juin 2019

Hong-Kong a été rétrocédée à la Chine en 1997. La République Populaire de Chine s'est alors engagée à maintenir le principe "un pays, deux systèmes", pour 50 ans.

Hong-Kong compte pour 3% du PIB de la Chine, contre 16% au moment de la rétrocession (1997). Mais la RAS garde une grande importance économique, car deux tiers des investissements directs étrangers transitent par Hong-Kong avant de rejoindre le continent. D'autre part, elle reste une place essentielle pour le financement des entreprises chinoises avec 156 milliards de dollars levés depuis 2012, à Hong-Kong, ce qui est un total supérieur aux fonds levés par les entreprises chinoises en Chine continentale ou à Wall Street.

La Bourse de Hong-Kong a pris une importance croissante ces dernières années, elle est parfois préférée par les entreprises chinoises par rapport à Wall Street. Elle a innové récemment avec : le lancement du Hong-Kong Connect en 2014 (qui permet aux investisseurs de Chine continentale d'investir à Hong-Kong, via la bourse de Shanghai), une réforme des mécanismes d'introduction en Bourse sur les marchés domestiques chinois, la possibilité offerte par la Bourse de Hong-Kong de coter des structures avec des droits de vote multiples ou le lancement proche du nouveau marché technologique chinois (cf François

Perrin, gestionnaire de portefeuilles chez East Capital, pour *Les Echos* du 20/06/2019).

La monnaie hong-kongaise est le dollar de Hong-Kong, piloté par la Hong Kong Monetary Authority (HKMA). Il est arrimé au dollar US depuis la crise financière de 1983 et peut fluctuer entre 7,75 et 7,85 pour 1 dollar US depuis 2005. La Chine étudie l'hypothèse d'un arrimage au renminbi chinois, compte-tenu de la désynchronisation entre le cycle économique américain et celui de Hong-Kong (Kyle Bass, Directeur des investissements pour Hayman Capital in *Les Echos* du 21/08/2019).

Actualités

Juin 2019. Des manifestations importantes (certaines estimations indiquent 2 millions de participants) ont eu lieu à Hong-Kong, en opposition au projet gouvernemental d'autoriser les extraditions de prisonniers vers la Chine continentale. Face à l'opposition interne, mais aussi à la pression de la communauté internationale et du milieu des affaires (par exemple Fred Hu, directeur du fonds Primavera Capital), Carrie Lam, chef de l'exécutif de la RAS de Hong-Kong, a décidé d'ajourner ce projet. D'après Jean-Pierre Cabestan, *Les Echos* du 17 juin 2019, cette "victoire des manifestants tient aussi au fait qu'ils demandaient le maintien du statu quo, et

non davantage de démocratie comme en 2014". En 2014, le mouvement des parapluies demandant des élections démocratiques n'avait pas été entendu.

La RAS de Hong-Kong constitue une enclave d'économie totalement développée, au milieu d'un pays encore émergent ; à ce titre, elle pose plusieurs défis au gouvernement central de Pékin, en matière économique. Comment maintenir l'ascenseur social dans une région où la croissance a « atterri » ? *Éric Florence, Directeur du Centre d'études français sur la Chine contemporaine à Hong-Kong, explique dans Les Echos du 2 juillet 2019 la précarité*

des jeunes hong-kongais, notamment vis-à-vis du logement, et les inégalités très importantes qui règnent sur le territoire de la RAS (35% du PIB au main des dix plus grandes fortunes). Le gouvernement central chinois se heurte ici à des obstacles semblables à ceux des pays développés et à l'occasion de d'élaborer des solutions reproductibles dans d'autres mégapoles chinoises. Quant aux libertés publiques, il se doit de rester un tant soit peu protecteur, dans la perspective de long-terme d'appliquer à Taïwan la solution « un pays, deux systèmes ».